



Université Abderrahmane Mira de Bejaïa

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des sciences de Gestion

Département des Sciences Financières et Comptabilité

Mémoire de fin de cycle

**En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Financières et
Comptabilité**

Option : Finance d'entreprise

Thème

***Le financement bancaire des investissements. Cas de la
Banque BADR (Agence principale 357)***

Réalisé par :

YAZID Yasmine

YOUSFI Nicette

Soutenu devant le jury composé de :

Président : M^{me} HAMITOUCHE Fairouze

Examineur : M^{me} AISSAT Yamina

Rapporteur : M^{me} ZIANI Lila

Année universitaire : 2023/2024

Remerciements

Le grand merci s'adresse au Bon Dieu le tout-puissant, de nous avoir donné la force et la patience, et qui nous a guidé et éclairé notre chemin pour la réalisation de notre mémoire.

A nos chers parents pour leur soutien, et leur patience durant toutes nos années d'étude.

Nous tenons à remercier Mme ZIANI Lila pour ses précieux conseils tout au long de l'élaboration de ce mémoire.

Nos remerciements s'adressent aussi à tout le personnel de BADR (agence 357 de Bejaia)

Enfin, nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance à nos amis et à tous ceux qui nous ont aidés de près ou de loin à élaborer notre mémoire.

Dédicace

Avec un énorme plaisir, un cœur ouvert et une immense joie et une pensée pleine de reconnaissance inspirée de générosité et de gentillesse que je dédie ce modeste travail de fin de cycle en particulier.

*À la mémoire de mon père qui était pour moi l'exemple de bien être.
Que Dieu l'accueille dans son vaste paradis.*

À ma chère mère, que Dieu la protège.

À ma chère sœur et mes frères pour leur encouragement permanent.

A Celui qui était présent pour me soutenir et m'encourager tout au long de mon parcours, mon cher Azzedine.

A mes amies, Hanane et Wardia

Quels que soient les termes embrassés, aucune dédicace ne saurait exprimer l'amour sincère que je vous porte, je vous dis merci infiniment.

Yasmine

Dédicace

*Cette dédicace est conçue pour exprimer mes remerciements profonds
et sincères aux*

*Personnes qui ont apporté un soutien significatif au cours de la
réalisation du mémoire.*

*Je tiens d'abord à remercier le bon Dieu de m'avoir accordée la
force, le courage et la santé d'accomplir mes études.*

A mes chers parents,

*Pour votre compréhension, votre patience et votre soutien moral. Vos
encouragements et votre présence à mes côtés m'ont donnée la force
de persévérer et d'atteindre mes objectifs. Merci de tout cœur.*

À mes chers frères et sœurs et amis,

*Pour leur fidélité, leur écoute, leur encouragement et leur soutien
constant dans les moments les plus difficiles, ce qui a rendu ce
parcours bien plus agréable.*

*Enfin, à tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à
l'élaboration de ce travail, je vous exprime ma plus profonde
gratitude.*

Nicette

Liste des abréviations

BFR : Besoin de Fond de Roulement
BFRE : Besoin de Fond de Roulement d'Exploitation
BFRHE : Besoin de Fond de Roulement Hors Exploitation
BOAL : Bulletin Officiel des Annonces Légales
CA : Chiffre d'Affaires
CAF : Capacité d'Autofinancement
CF : Cash-Flows
DR : Délai de Remboursement
DRA : Délai de Récupération Actualisé
EBE : Excédent Brut d'Exploitation
FR : Fond de Roulement
FRE : Fond de Roulement Etranger
FRNG : Besoin de Fond de Roulement Net Global
FRP : Fond de Roulement Propre
FRT : Fond de Roulement Total
IP : Indice de Profitabilité
MC : Marge Commerciale
RCAI : Résultat Courant Avant Impôt
RE : Rentabilité Economique
RF : Rentabilité Financière
RFAC : Ratio de Financement des Actifs Circulants
RLG : Ratio de Liquidité Générale
RNE : Résultat Net d'Exercice
RTI : Ratio de Trésorerie Immédiate
RTR : Ratio de Trésorerie Relative
SM : Stock Moyen
TR : Taux de Rotation des stocks
TR : Trésorerie
TRI : Taux de Rendement Interne
VA : Valeur Ajoutée
VAN : Valeur Actuelle Nette
VRI : Valeur Résiduelle d'Investissement

Liste des tableaux et figures

Figure N°01: Le circuit de fonctionnement de la banque	5
Figure N°02: L'organigramme de l'agence principal 357	54
Tableau N°01 : Exemple d'un échancier d'investissement.....	41
Tableau N°02 : Exemple d'un échancier d'amortissement	41
Tableau N°03 : Le compte de Résultat	42
Tableau N° 04 : Tableau des emplois et des ressources.	43
Tableau N° 05 : Emplois / Ressources après financement	45
Tableau N°06 : Présentation générale de la SPA X.....	55
Tableau N°07 : Présentation générale du projet de la SPA X.....	55
Tableau N°08 : Les bilans financiers des 3 dernières années d'activité de la SPA X	56
Tableau N°09 : Le fonds de roulement de la SPA X.....	57
Tableau N°10 : Le besoin en fonds de roulement de la SPA X	58
Tableau N°11 : La trésorerie nette de la SPA X.....	58
Tableau N°12 : Le calcul ratios de structure	59
Tableau N°13 : Le calcul des ratios de liquidité.....	60
Tableau N°14 : Le calcul des ratios de gestion	61
Tableau N°15 : Le calcul des ratios de rentabilité.....	62
Tableau N°16: Evolution des SIG de la SPA X	63
Tableau N°17 : La capacité d'autofinancement de la SPA X.....	64
Tableau N°18 : Présentation de la structure de financement	65
Tableau N°19 : l'échancier d'amortissement de la SPA X	65
Tableau N°20 : Calcule de la variation au fond de roulement de la SPA X	65
Tableau N°21 : Calcule de la CAF avant financement de la SPA X.....	66
Tableau N° 22 : Tableau des emplois/ressources	67
Tableau n°23: Echancier de remboursement du crédit	69
Tableau N°24 : Emplois/Ressources après financement	69

Sommaire

Dédicaces

Remerciement

Liste des abréviations

Liste des tableaux et figures

Sommaire

Introduction Générale..... 1

Chapitre 01 : Généralité sur les banques, les crédits, et les investissements 3

 Section 01 : Aspects généraux sur les banques 3

 Section 02 : Aspects généraux sur les crédits 8

 Section 03 : Aspects généraux sur l'investissement 15

Chapitre 02 : Analyse et montage d'un dossier de crédits d'investissement 21

 Section 01 : Diagnostic d'un projet d'investissement 21

 Section 02 : Analyse financière du projet 24

 Section 03 : Etude de la rentabilité du projet 40

Chapitre 03 : Etude d'un dossier de crédit d'investissement au sein de la BADR (agence
357de Bejaia) 47

 Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil la BADR 47

 Section 02 : Analyse financière du projet 55

 Section 03 : Etude de la rentabilité du projet 64

Conclusion Générale 72

Référence Bibliographie 73

Annexe

Table des matières

Résumé

Introduction générale

Les banques jouent un rôle central dans le système économique, elles se présentent comme l'un des principaux piliers de la stabilité de l'économie d'un pays. Elles sont un intermédiaire entre les acteurs en besoin de financement et les acteurs en capacité de financement en leur accordant des crédits adaptés à leurs besoins à court terme ou à moyen et long terme.

Le financement des entreprises constitue une partie capitale de l'activité des banques. Face la concurrence croissante et la mondialisation de l'économie, les banques ont fait évoluer leurs produits, leurs services et leur organisation. Ce nouveau paysage financier a engendré des besoins de financement croissants et multiformes ce qui a poussé les banques commerciales à une réflexion plus approfondie sur le montage financier et le coût du capital prêté (MIKDASHI, 1998, p. 23).

Les crédits d'investissements constituent la source principale de financement pour l'entreprise, ils sont généralement destinés au financement de projet neuf, d'extension, de renouvellement d'équipements, de modernisation ou de valorisation d'un potentiel de production existant. Toutefois, ces crédits engendrent des risques importants pour le banquier. Celui-ci, en s'engageant dans un tel financement, s'associe avec son client pour une longue durée, et dans ce cas là, il est tenu d'assumer l'avenir incertain avec son partenaire (GINGLINGER, 2005, p. 71).

Partant de ces faits, l'objectif que nous assignons à notre présent travail consiste à tenter d'expliquer la procédure du financement bancaire des investissements. Autrement dit, nous nous efforçons de répondre à la question suivante : **Comment se déroule la procédure du financement d'un crédit investissement au sein d'une banque et plus précisément au sein de BADR (agence 357 de Bejaia) ?**

A cet effet, plusieurs interrogations méritent réflexion, à savoir :

- Quels sont les différents types de crédit d'investissement offerts par les banques ?
- Quels sont les risques liés aux crédits d'investissements et ses moyens de préventions ?
- Quelle est la démarche suivie par la BADR (agence 357 de Bejaia) pour l'étude d'un projet d'investissement ?

Pour répondre à ces questions, nous avons émis les hypothèses suivantes :

- L'étude d'un dossier de crédit d'investissement se fait en se basant sur ses aspects techniques, économiques et financiers.
- La banque ne procède au financement d'un projet d'investissement qu'après avoir vérifié sa viabilité et sa rentabilité.

Pour parvenir à notre objet, nous avons opté pour une démarche méthodologique comprenant deux volets d'analyse. Une recherche bibliographique basée sur la consultation d'un certain nombre d'ouvrages, de mémoires, ainsi que des sites internet et une étude de cas pour appuyer la partie théorique à travers un stage d'un mois au niveau de la BADR Banque (agence 357 de Bejaia) dont l'objectif principal est le recueil de données statistiques pour apporter d'éventuelles réponses aux questions posées dans la problématique.

Afin de répondre à notre problématique, nous avons structuré notre travail en trois chapitres. Le premier chapitre porte sur des notions générales sur la banque, les crédits et les investissements. Le deuxième chapitre traite du montage d'un dossier de crédit d'investissement. Enfin, le troisième chapitre est consacré à l'étude d'un dossier de crédit d'investissement au sein de la BADR (agence 357 de Bejaia).

Introduction

Dans une économie, la banque joue un rôle important ; elle est l'une des premières ressources de financement de l'activité économique. Elle utilise l'argent comme matières premières qu'elle transforme en produits sous forme de crédit moyennant un gain, mais cette activité de crédit lui fait courir, à elle et à ses créanciers, des risques non négligeables ; pour se protéger de ces derniers, la banque prend un certain nombre de mesures.

Ce chapitre est structuré en trois sections : Dans la première, nous présentons quelques notions sur la banque, la deuxième présente l'aspect général sur les crédits et enfin la dernière explique les notions de base sur l'investissement.

Section 01 : Aspects généraux sur les banques

La banque remplit une large gamme de fonctions d'une importance capitale pour l'économie. Elle transforme les fonds des épargnants aux investisseurs, permet d'ajuster rapidement et efficacement les transactions des individus et des entreprises, finance les achats des consommateurs et les investissements des entreprises et offrent des produits et des services financiers qui secourent les agents économiques à gérer le risque.

1. Définition de la banque

Plusieurs définitions ont été données à la banque, parmi celles-ci, on cite :

1.1. Définition économique

Selon Gauchon P, la banque est un établissement privé ou public qui facilite les paiements des particuliers ou entreprises, qui avance et reçoit des fonds et crée des moyens de paiements. (GAUCHON, 1994, p. 17)

Selon Garsuault P, les banques sont des entreprises ou des établissements qui ont pour profession habituelle de recevoir sous forme de dépôt, des fonds du public qu'elles emploient sur leur propre compte en opération de crédit ou en opérations financières.

La banque est donc l'intermédiaire entre offreurs et demandeurs de capitaux et ceci à partir de deux processus distinct (GARSUAULT, 1997, p. 20) :

- En intercalant son bilan entre offreurs et demandeurs de capitaux, c'est l'intermédiation bancaire.

- En mettant en relation directe offreurs et demandeurs de capitaux sur un marché de capitaux (marché financier) appelé notamment le phénomène de désintermédiation.

1.2. Définition juridique

Aux termes des articles 66,67,68 et 69 de l'ordonnance N°03-11 du 26 Août 2003, publié dans le journal officiel N°52 du 27 Août 2003 , complétant et modifiant la loi N°90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, sont considérées comme banque toute personne morale qui a pour profession habituelle les opérations de banque qui sont :

- La collecte des fonds du public ;
- L'octroi des crédits ;
- La mise à disposition de la clientèle des moyens de paiements et la gestion de ceux-ci.

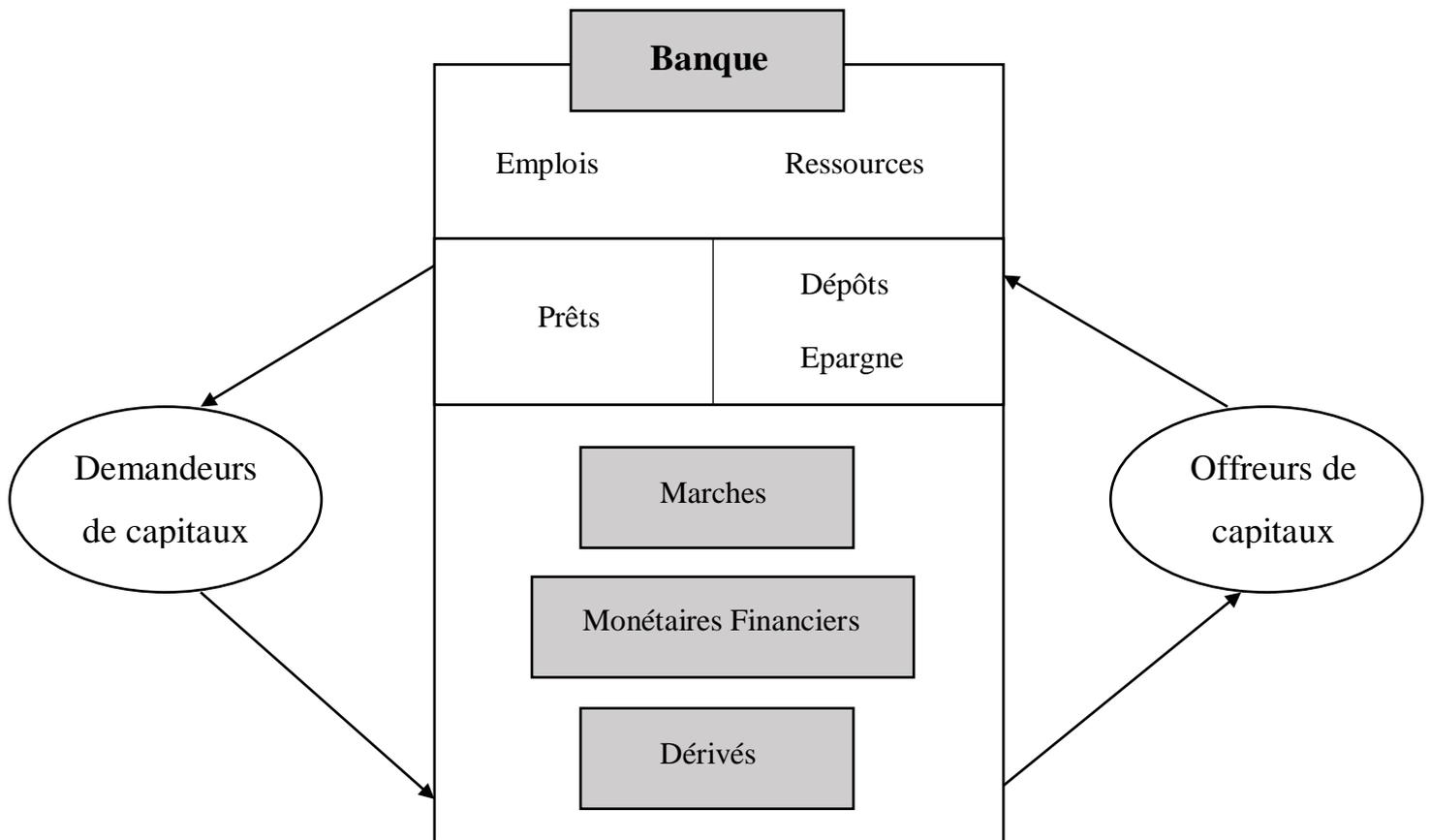
2. Le rôle de la banque

La banque est un établissement de crédit qui assure plusieurs rôles tels que :

- ✓ Traiter toutes les opérations d'escompte de crédit, d'échange et de trésorerie (toutes les opérations financières) ;
- ✓ Participer à la collecte de l'épargne ;
- ✓ Recevoir des fonds en compte courant ;
- ✓ Effectuer des prêts ;
- ✓ Recevoir des fonds du public, quelle que soit la durée du dépôt ;
- ✓ Effectuer des opérations de crédit en faveur des entreprises et des particuliers, quelle que soit leur durée.

Les banques sont aussi des gestionnaires de risque dans la mesure où l'intermédiation bancaire dans le système financier réduit le risque de liquidité des déposants individuels et permet par conséquent de financer des investissements de plus long terme et à faible rendement. (MALENGUE PEMBE, 2023, p. 04)

Figure 01: Le circuit de fonctionnement de la banque



Source : GARSUAULT P, « La banque : fonctionnement et stratégie », édition Economica Paris, 1997, p 35.

3 .Typologie des banques

Il existe différents types de banques qui offrent des services, on peut distinguer :

3.1. La banque centrale

La banque centrale est une institution qui gère la monnaie d'un pays. Elle émet des billets de banque (d'où leurs noms d'institutions d'émissions), met en œuvre la politique monétaire, conserve les réserves de change d'un pays et surveille le système financier. (Mikdashi, 1998, p. 15). Elle fixe aussi le taux directeur de l'économie, ce taux a une influence sur tous les autres taux d'intérêts notamment ceux pratiqués sur les crédits immobiliers et les crédits de consommation.

3.2. Les banques islamiques

Le système bancaire islamique est basé sur des préceptes de l'islam, il est organisé autour de trois principes fondamentaux :

- Interdiction de fixation de taux d'intérêt ;
- Partage de profit ou des pertes résultant d'investissement ;
- Promotion des investissements productifs, créateur de richesses et d'emplois.

(ADOUANE & TAFOUKT, 2022, p. 06)

3.3. La banque universelle

La banque universelle est l'envergure de la gamme des produits et services offerts. En effet, un établissement bancaire universel ambitionne d'être le principal interlocuteur d'une large clientèle en répondant à leurs divers besoins financiers, souvent ses clients sont attirés par l'avantage de sécurité et confrontés par le fait que la banque concernée a les moyens appropriés (expérience, ressources matérielles, management) pour obtenir les avantages de diversifier ses activités.

3.4. Les banques commerciales

L'activité de banque commerciale est soumise à une réglementation stricte dans la plupart des pays du monde, en raison de la confiance accordée par les particuliers et les entreprises au système bancaire. La réglementation bancaire porte principalement sur les fonds propres que doivent détenir les banques, les activités dans lesquelles elles peuvent s'engager, l'assurance des dépôts et, par extension, quelles fusions et prises de participations étrangères sont autorisées. Tout au long du XXe siècle, la nature de la réglementation bancaire a considérablement influencé la structure du marché de la banque commerciale dans de nombreux pays. (ADOUANE & TAFOUKT, 2022, p. 05)

3.5. Les banques d'affaire

Ces banques s'occupent de finance d'entreprise. Elles accompagnent divers services bancaires comme des conseils stratégiques et financiers. Ces banques d'affaires n'octroient pas de crédit et ne génèrent pas les comptes épargnes. Ces établissements sont les partenaires des entreprises pour leurs opérations financières et stratégiques (acquisitions, fusion etc. ...). Elles proposent différents services aux entreprises. Les augmentations de capital ou les levées de dettes, par exemple en préparant l'émission d'obligations. Elle peut les aider à identifier les cibles, des partenaires ou des repreneurs, les accompagner dans la négociation des conditions et des prix de ces opérations, ainsi que les aider à trouver les financements nécessaires à leur réalisation. Les banques d'affaires peuvent aussi conseiller leurs clients sur leurs placements

de trésorerie ou leur gestion des risques de change et de taux, via des produits financiers de couverture. Plus probablement, la raison d'être des banques d'affaires d'accompagner les entreprises dans leur stratégie de financement et de développement. La banque d'affaires se distingue donc de la banque de détail, qui sert principalement à gérer l'épargne des particuliers et à prêter de l'argent.

3.6. Les banques d'investissement

Les banques d'investissement ont une activité basée sur les marchés financiers. Ces banques achètent et vendent des actions, des obligations. Elle ne reçoit pas de dépôt de leur part et prend ses liquidités auprès d'autres banques ou la banque centrale. La banque d'investissement propose et prépare des opérations auprès de ses grands clients et, s'il le faut, utilise ses fonds propres pour une partie de l'opération, elle utilise son propre capital. Ceci explique qu'une " Investment Bank " puisse être particulièrement affectée lorsqu'il y'a une crise financière: c'est son argent qui est en jeu, l'argent des clients n'est en théorie pas affecté. Ses services sont souvent réservés aux grandes entreprises, aux institutions financières et publiques. Elle s'adresse particulièrement aux entreprises et investisseurs qui désirent financer ou placer leurs liquidités. (MALENGUE PEMBE, 2023, pp. 05-06)

4. Les fonctions de la banque

La banque assure plusieurs fonctions, parmi celles-ci on cite (BZRTRAND, 1997, p. 08):

4.1. Intermédiation financière

Les banques servent d'intermédiaires entre les emprunteurs et les prêteurs, elles collectent des dépôts auprès des particuliers et des entreprises, puis accordent des prêts à ceux qui ont un besoin de financement, cela favorise la circulation de l'argent dans l'économie et permet le développement des activités économiques.

4.2. Services de dépôt et de garde

Les banques offrent des services de dépôt, où les particuliers et les entreprises peuvent déposer leur argent en toute sécurité, ces dépôts momentanés ou utilisés pour effectuer des paiements.

4.3. Création monétaire

L'une des fonctions clés des banques est de créer de la monnaie, lorsqu'une banque accorde un prêt, elle ne prélève généralement qu'une fraction des fonds prêtés sous forme de réserves obligatoires, cela signifie qu'elle crée virtuellement de l'argent en ajoutant des dépôts à ses clients. Cette création monétaire est réglementée par les autorités monétaires et contribue à la stabilité et à la liquidité financière. (DJAIL & SAIDJ, 2023, pp. 09-10)

4.4. Gestion moyens des paiements

Les banques facilitent les transactions financières en fournissant des services de paiement, elles offrent des comptes courants, des cartes de débit et de crédit, des virements bancaires, des chèques, des prélèvements automatiques, des services de paiement en ligne et d'autres comptes. Elles assurent le transfert sécurisé des fonds entre les individus et les entreprises, ce qui est essentiel au fonctionnement de l'économie. (DJAIL & SAIDJ, 2023, pp. 09-10)

4.5. Services financiers et conseils

Les banques proposent une gamme de services financiers, tels que des prêts hypothécaires, des services de gestion de patrimoine des prêts aux entreprises, des produits d'assurance, des services de change, des opérations sur titres.

Elles peuvent également fournir des conseils financiers aux clients, les aider à gérer leur argent, à investir et à planifier leur retraite. (DJAIL & SAIDJ, 2023, pp. 09-10)

4.6. Soutien à l'économie

Les banques jouent un rôle crucial dans le soutien de l'économie en finançant les investissements des entreprises, en facilitant le commerce international, en accordant des prêts aux particuliers pour l'achat de biens durables tels que des maisons ou des voitures, et en fournissant des crédits aux consommateurs pour stimuler la demande, elles contribuent ainsi à la croissance économique et à la création d'emplois. (DJAIL & SAIDJ, 2023, pp. 09-10)

Section 02 : Aspects généraux sur les crédits

Toute entreprise, à un moment donné de son existence, se trouve confrontée à un besoin de financement et ce dernier se fait le plus souvent en ayant recours aux crédits bancaires, ces crédits financent des biens qui par leur fonctionnement vont générer les fonds nécessaires à leur remboursement, la durée de cet emprunt peut varier selon le projet à financer.

1. Définition du crédit

Pour KHEROUBI.C et THOMAS .P « Un crédit est un contrat de prêt qui stipule le montant emprunté et l'échéancier de son remboursement. Pour le créancier, il constitue une suite de flux financiers. Le premier est négatif et correspondant au décaissement du prêt, c'est-à-dire au versement de capital à l'emprunteur. Les suivants sont positifs : le créancier encaisse des échéances qui incluent du remboursement du capital et des intérêts. Le crédit est une anticipation de recettes futures, une forme de pari sur la réussite du projet de l'emprunteur ». (KHEROUBI & THOMAS, 2013, p. 25)

2. Le rôle du crédit

Selon l'auteur PETIT-DUTAILLIS : Le crédit est un moteur de l'économie, c'est un facteur important du développement des entreprises. Il permet de faire face à tous les décalages entre les recettes et les dépenses quelques soient leurs origines. Le crédit joue un rôle considérable dans les économies modernes car il :

- Permet à la disposition d'une personne un pouvoir d'achat immédiat, ce qui facilite les échanges entre les entreprises et les particuliers ;
- permet d'accroître la qualité de production ;
- Permet d'assurer la continuité dans un processus de production et de commercialisation ;
- Est un moyen de création monétaire. (PETIT DUTAILLIS, p. 16)

3. Les caractéristiques du crédit

Les caractéristiques principales du crédit comprennent le montant emprunté, le taux d'intérêt, la durée du prêt, les modalités de remboursement et les garanties éventuelles requises. (DE COUSSERGUES, BOURDEAUX, & GABTENI, 2017, p. 98).

3.1. La confiance

Faire crédit signifie faire confiance et la pratiquer sur une longue période de la relation de crédit crée un climat de confiance entre protagonistes. Autrement dit, la confiance du créancier envers le débiteur en termes de remboursement est l'une des importants conditions pour accroître un crédit.

3.2. La durée

La durée du crédit dépend essentiellement du type d'opération pour laquelle le crédit est utilisé, on relève :

- Le crédit à très court terme (au jour le jour ou jusqu'à 3 mois) qui est utilisé par les banques pour ajuster quotidiennement leur trésorerie.
- Le crédit à court terme, de 3 mois à deux ans, utilisé par les ménages et les entreprises.
- Le crédit à moyen terme, s'inscrit dans la fourchette entre deux et sept ans, il est accordé pour l'acquisition des biens d'équipement léger.
- Le crédit à long terme, plus de sept ans, concerne le financement des immobilisations (bateau de pêche, cages flottantes...)
- Le crédit à long terme, aussi concerne le financement des immobilisations dont la durée de 20 ans (terrain, bâtiments, équipement lourds...).

3.3. La rémunération

La convention de crédit contient généralement l'indication des rémunérations réservées à la banque. Il s'agit essentiellement du taux d'intérêt et des diverses commissions qui peuvent être prévues en fonction des services rendus.

Les crédits qui comportent des décaissements sont rémunérés par des intérêts proportionnels au montant des capitaux avancés, par contre les crédits qui ne comportent pas des décaissements (crédit par signature), sont rémunérés par une commission.

4. Risques et garanties liées au financement de l'investissement

La banque est souvent présentée comme un portefeuille de risques. Ces derniers sont une dimension inévitable et naturelle compte tenu des produits proposés et de la matière manipulée : l'argent.

Dans ce qui suit, nous allons présenter les risques et les garanties liées à l'opération d'investissement (DE COUSSERGUES, BOURDEAUX, & GABTENI, 2017, p. 101).

4.1. Les risques liés au financement de l'investissement

La banque est souvent présentée comme un portefeuille de risques. Ces derniers sont une dimension inévitable et naturelle compte tenu des produits proposés et de la matière manipulée : l'argent (DE SERVING & ZELENKO, 2003, p. 4).

4.1.1. Le risque de non remboursement

Le risque de non remboursement englobe deux types de risque : le risque de crédit et le risque de marché.

4.1.1.1. Le risque crédit

Le risque du crédit est le risque inhérent à l'activité bancaire celui de ne pas être remboursé à l'échéance du crédit. Face à une concurrence accrue sur les activités du crédit, la maîtrise des risques devient l'enjeu central.

4.1.1.2. Le risque marché

Le risque du marché c'est le risque de perte qui peut résulter des fluctuations de la valeur de marché d'une opération effectuée. Le risque peut porter sur des garanties prises et qui ne sont pas adéquates ou la chute du prix des biens immobiliers.

4.1.1.3. Le risque du taux d'intérêt

Le risque du taux d'intérêt c'est le risque de réaliser une moins-value sur la valeur des fonds prêtés. Ce risque a de l'influence sur les créances et les dettes que détient une banque sur ses clients positivement du moment qu'il permet à la banque de voir sa rémunération augmentée (hausse de taux), et négativement lorsqu'il lui permet de voir sa rémunération diminuée (baisse du taux).

4.1.1.4. Le risque de liquidité

Il s'agit, également, d'un risque inhérent à l'activité d'intermédiation traditionnelle puisque le terme des emplois est toujours plus long que celui des ressources, surtout lorsqu'il s'agit de dépôts de la clientèle. La banque incapable de faire face à une demande massive et imprévue de retraits de fonds émanant de sa clientèle ou d'autres établissements de crédit est dite illiquide.

4.1.1.5. Le risque de solvabilité

C'est le risque qui représente pour la banque l'insuffisance de fonds propres nécessaire pour la couverture de ses pertes éventuelles.

4.1.1.6. Les risques opérationnels

On entend par risque opérationnel, le risque de perte résultant de l'insolvabilité ou de défaillances inhérentes aux procédures, personnels et systèmes internes des banques et établissements financiers, ou à des événements extérieurs. Cette définition exclu les risques stratégiques et de réputation, mais inclut le risque juridique.

4.2. Les garanties liées au financement de l'investissement

La banque prêteuse peut exiger plusieurs garanties pour assurer le remboursement du prêt. Ces garanties protègent le prêteur en cas de défaillance de l'emprunteur. Dans le cadre d'un crédit, une garantie est une assurance que le débiteur doit donner à son créancier, afin de certifier que le crédit souscrit sera bien remboursé. Il existe différentes formes de garanties dans le cadre d'un crédit, comme les garanties réelles à savoir les hypothèques, ou encore les garanties personnelles de type caution. Mais le type de garantie dépend surtout du risque encouru par le créancier et de la nature du prêt. La valeur des garanties demandées est proportionnelle au montant du prêt. (DE COUSSERGUES, BOURDEAUX, & GABTANI, 2017, p. 103).

4.2.1. Les suretés réelles

Portant sur un objet, une chose, un bien corporel ou une partie du patrimoine ayant une valeur par elle-même. Ces garanties concèdent donc au créancier un droit réel sur le bien.

- **L'hypothèque**

Le contrat d'hypothèque est le contrat par lequel le créancier acquiert sur un immeuble affecté au paiement de sa créance, un droit réel qui lui permet de se faire rembourser par préférence aux créanciers inférieurs en rang sur le prix de cet immeuble en quelques mains qu'il passe.

4.2.2. Les suretés personnelles

Sont constituées par des droits de créances sur des personnes et sur leurs biens propres. Il s'agit généralement des cautions et avals de tiers.

4.2.2.1. La caution

Le cautionnement est défini comme un contrat par lequel une personne garantit l'exécution d'une obligation, en s'engageant, envers le créancier, à satisfaire à cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même (Article 644 du code civil algérien). Il existe deux types de cautionnement : la caution solidaire et la caution simple.

4.2.2.2. Le cautionnement simple

Dans ce cas la caution simple permet à la banque d'avoir deux avantages :

- **Le bénéfice de discussion** : il permet à la caution poursuivie par le créancier (la banque) de repousser toute poursuite et de lui demander, sans l'obliger, de discuter d'abord les biens du débiteur principal.
- **Le bénéfice de division** : Si il y'a plusieurs cautions pour un même engagement, la dette est divisée entre les cautions, et le créancier ne peut poursuivre chacune d'elle que pour sa part dans le cautionnement.

4.2.2.3. Le cautionnement solidaire

Dans ce cas, la banque pourra réclamer à la caution le paiement de la créance sans le demander préalablement au débiteur principal. C'est-à-dire que la caution se qualifie au niveau du débiteur, elle perd les bénéfices de discussion et de division.

4.2.3. Les assurances

Les assurances ne font partie des garanties juridiques mais elles constituent à la fois une protection pour l'emprunteur et une garantie pour l'établissement prêteur.

5. Typologie du crédit

Le crédit peut être classé en différentes catégories en fonction de divers critères, notamment Parmi les types de crédit, on trouve : (BERNET-ROLLAND, 1999, p. 257)

5.1. Les crédits à court terme

D'une durée variant entre trois mois et deux ans, les crédits à court terme peuvent représenter pour l'entreprise une alternative assez intéressante pour financer des besoins de trésorerie à court terme ou pour régler des factures, des créances, ou toute autre dépense rentrant dans le court terme.

5.2. Les crédits d'investissements

Les crédits d'investissements sont sollicités par une entreprise pour financer ses investissements en raison de l'insuffisance de son autofinancement. Ainsi ; s'explique la nature de la relation à long terme, qui existe entre l'entreprise et la banque. Généralement, ces crédits sont remboursés par les éléments financés. Les crédits d'investissements comprennent les crédits à moyen terme, à long terme et le crédit-bail.

➤ **Les crédits à moyen terme**

D'une durée de deux à sept ans, ils sont utilisés pour financer des biens dont la durée est moyenne tels que : les véhicules, les machines, et de façon plus générale la plus part des biens d'équipement et moyens de production de l'entreprise. Il doit exister une liaison entre la durée de financement et la durée de vie du bien financé, donc il faut éviter dans tous les cas que la durée de financement soit plus longue que la durée d'utilisation du bien que le crédit à moyen terme financé.

Ce crédit peut être perçu sous trois formes selon la possibilité de refinancement :

- **Les crédits à moyen terme mobilisables** : ce sont des crédits qui permettent aux banques qui les accordent de se refinancer auprès de certains établissements financiers spécialisés et ceci selon l'objet de l'emprunt ou les caractéristiques de l'entreprise emprunteuse.
- **Les crédits à moyen terme non mobilisables** : il s'agit d'emprunts d'une durée inférieure à sept ans qui ne peuvent être, par définition mobilisés auprès d'un établissement spécialisé de crédit ou de la banque centrale.
- **Les crédits à moyen terme réescomptables** : pour pouvoir financer des crédits d'une durée de sept ans, il faut donner aux banques de dépôt la possibilité de réescompter leurs crédits à moyen terme auprès de la banque d'Algérie.

➤ **Les crédits à long terme**

Il s'agit de crédits destinés à financer des investissements dont la durée d'amortissement fiscal est supérieure à sept ans. Leurs durées sont comprises entre huit et vingt ans avec un différé de remboursement allant de deux à quatre ans.

En Algérie, les crédits à long terme sont pratiqués par des institutions financières spécialisées qui disposent de ressources à long terme (emprunts obligatoires). Les banques commerciales, elles, pratiquent peu cette forme de crédit du fait que les principales ressources dont elles disposent sont des ressources à court terme.

➤ **Le crédit-bail**

Le crédit-bail est une technique de financement d'une immobilisation par laquelle une banque ou une société financière acquiert un bien meuble ou immeuble pour le louer à une entreprise. Cette dernière ayant la possibilité de racheter le bien loué pour une valeur résiduelle, généralement faible en fin de contrat. Ce n'est pas une vente à tempérament car l'utilisateur

n'est pas propriétaire du risque financé. Ce n'est pas une simple location car le locataire dispose d'une faculté de rachat. Ce n'est pas une location-vente car le locataire n'est pas obligé d'acquérir le bien loué après un certain délai.

Section 03 : Aspects généraux sur l'investissement

La politique d'investissement est l'un des éléments qui relève de la stratégie globale de l'entreprise et elle est le garant de son développement futur. Elle s'appuie sur un processus décisionnel d'investissement qui engage durablement l'entreprise sur des fonds importants.

1. Définition de l'investissement

La notion d'investissement a plusieurs définitions qui diffèrent d'un théoricien à un autre :

1.1. Définition économique

Il s'agit de tout sacrifice des ressources fait aujourd'hui, dans l'espoir d'obtenir dans le futur, des résultats, certes étalés dans le temps mais d'un montant total supérieur à la dépense Initiale. L'investissement est également défini comme étant l'action d'investir, c'est à dire d'acquérir de nouveaux moyens de production, d'améliorer leur rendement ou de placer des capitaux dans une activité économique. (AIT TALB & OUSSAAD, 2018, p. 07)

1.2. Définition comptable

L'investissement est un actif immobilisé acquis ou créé par l'entité. Il est constitué de l'ensemble des actifs (BOUGHABA, 2005, p. 01) :

- Corporels : constructions, matériels, installations techniques...etc. ;
- Incorporels : brevets, marques, licences d'exploitation...etc. ;
- Financiers : titres de participations, valeurs mobilières de placements.

Ces actifs sont amortissables sur plusieurs exercices.

1.3. Définition financière

L'investissement constitue toute dépense qui générera des revenus ou des économies sur une longue période et qui par conséquent « se remboursera » sur plusieurs années. L'investissement s'analyse comme l'affectation de monnaie à l'acquisition d'actif industriel ou financier. C'est une décision d'immobilisation des capitaux, c'est-à-dire engager une

dépense immédiate dans le but d'en réaliser un gain sur plusieurs périodes successives. (CONSO & HEMICI, 2002)

1.4. Définition gestionnaire

Pour générer le nouveau cash-flow, il est nécessaire de hiérarchiser les divers projets possibles à partir d'un global, définissant la rentabilité de chaque projet. (HOUDAYER, 1999, p. 07)

2. Définition d'un projet d'investissement

Le terme « projet » fait l'objet d'une utilisation fréquente. Partons d'une définition étymologique, l'investissement est représenté par des immobilisations nouvelles corporelles ou incorporelles (éléments de dépenses dont la durée de vie est supérieure à un an). Un projet est un ensemble cohérent d'activités. (HOUDAYER, 1999, p. 07)

3. Typologie des investissements

Il est important de définir une typologie des investissements adaptée à l'entreprise et aux initiateurs des projets. En effet, elle permet une meilleure compréhension par les opérationnels des enjeux des investissements et représente une partie importante de la procédure des investissements non seulement en permettant une classification des projets, mais aussi en donnant des critères de choix entre les différents projets.

3.1. Classification par objectif

On distingue quatre types (CHICHA, 2012, p. 138) :

3.1.1. Investissements de renouvellement

Encore appelés de maintien (maintenir la capacité existante), ou de remplacement. S'inscrivent dans le cadre des activités existantes et ont pour objet de compenser la dépréciation des équipements installés entraînés par l'usure ou par l'obsolescence.

3.1.2. Investissements de capacité

Désigne les projets ayant pour vocation de permettre une augmentation des capacités de production de l'entreprise, ils peuvent répondre à des stratégies d'expansion (accroissement des quantités produites avec objectif de gain de part de marché).

3.1.3. Investissements de productivité

Ils ont pour objectif essentiel la maîtrise des coûts de production.

3.1.4. Investissement d'innovation

Ils visent l'acquisition de nouvelles technologies pour fabriquer à vendre des produits nouveaux sur des marchés actuels ou nouveaux.

3.2. Classification selon la forme

Les types d'investissement suivent une structure similaire à celle recommandée par le plan comptable national.

3.2.1. Investissement corporels

Appelés aussi matériels, ils concernent les biens physiques (Équipements, installations techniques, machines et outillage...).

3.2.2. Investissement incorporels ou immatériels

Ils ne correspondent pas à l'entrée d'un bien dans l'entreprise mais ils comprennent les dépenses de recherche et de développement, ils concernent aussi le fonds de commerce, brevets et licences, logiciels informatiques, les campagnes de publicité, programmes de recherche et développement, etc.

3.2.3. Investissement financiers

Ils se caractérisent par l'acquisition de droits de créances (dépôts, prêts,...) ou de droits financiers (titres), afin de prendre le contrôle d'une autre société ou d'effectuer un placement à long terme.

3.3. Classification selon la nature de leurs relations

Selon la relation existante entre les différentes catégories des investissements, on distingue deux types :

3.3.1. Les investissements indépendants

La rentabilité d'un projet n'est pas affectée par la réalisation ou l'abandon du reste des projets appartenant au même programme d'investissement.

3.3.2. Les investissements dépendants

Ils peuvent être scindés en investissements contingents : concernent les projets dont la réalisation se fait conjointement (investissements complémentaires, d'accompagnement, de structure, etc.)

3.3.3. Les investissements mutuellement exclusifs

Concernent les projets qui sont concurrents entre eux, de telle sorte que la sélection de l'un entraîne le rejet des projets restants des programmes d'investissement en question.

3.4. Classification selon la durée

On distingue trois types d'investissements (MALENGUE PEMBE, 2023, p. 18) :

3.4.1. Les investissements à court terme

Ce sont les investissements dont la durée de vie est inférieure à une année (moins d'un an). Ces investissements ne dépendent que d'eux-mêmes : souhaite-t'il pouvoir récupérer son investissement dans un court délai.

3.4.2. Les investissements à moyen terme

Ce sont les investissements dont la durée de vie varie entre 2 et 7 ans, ils concernent les équipements légers, tel que les moyen de transport.

3.4.3. Les investissements à long terme

Ce sont les investissements dont la durée de vie est longue, estimé à partir de sept 7ans et plus. Ce sont des investissements lourds. Il est très difficile de déterminer la durée d'un investissement à long terme. Car plus l'on s'éloigne dans le temps plus la prévision devient incertaine.

4. Caractéristique des investissements

Tout projet d'investissement est caractérisé par une dépense initiale (capital investi), des rentrées nettes de trésoreries ou (cash-flows) et une valeur résiduelle et à la fin sa durée de vie (BARRAUJ & DELAYA, 1991, p. 316).

4.1. Les dépenses initiales

Elles représentent le capital investi en une ou plusieurs fois suivant la nature et la durée de vie de l'investissement. Le capital investi est mesuré par les dépenses d'acquisition et de construction y compris les dépenses annexes d'études préalables et d'essais ainsi que tous les frais accessoires. Il consiste :

4.1.1. Coût d'investissement

C'est le prix d'achat des immobilisations constituant l'investissement, matériel, équipement, machine, agencement et installation...etc.

4.1.2. Frais accessoires

C'est les dépenses constatées à la phase de démarrage de l'investissement, telles que les frais d'étude, frais d'installation, frais de transport, la formation du personnel, l'acquisition de brevets et licences dans la mesure où elles ne constituent pas des charges régulières et sont directement liées à l'investissement.

4.1.3. Augmentation du besoin de financement de l'exploitation

Tout projet d'investissement accroît généralement l'activité de l'entreprise, ce qui a pour conséquence l'augmentation le besoin de fond de roulement d'exploitation(BFR). La variation des BFR d'exploitation se définit de la manière suivante :

$$\Delta\text{BFR} = \Delta\text{créances clients} + \Delta\text{stocks} - \Delta\text{créances fournisseurs.}$$

$$\text{Montant investi} = \sum \text{des immobilisations} + \text{frais accessoires actions acquises} + \Delta\text{BFR.}$$

(MOURGUES, 1994, p. 11)

4.2. La durée de vie

La durée de vie d'investissement est la durée durant laquelle on peut en attendre des cash-flows nets, c'est un paramètre important pour les investissements dont la durée de vie est moyenne. Cette durée de vie économique peut être appréciée en fonction de l'usure (durée de vie technique) et de la nature de l'investissement qui peut être touché plus au moins rapidement par l'obsolescence. En revanche, pour les projets importants dont la durée de vie est longue, le choix de la période est plus délicat. (BARRAUJ & DELAYA, 1991, p. 316)

4.3. Les recettes nettes (cash-flows nets)

C'est la différence entre les produits annuels encaissables et les charges annuelles décaissables générés par l'exploitation de l'investissement. Les flux nets de trésorerie sont appelés cash-flow (CF). Ils sont supposés être encaissés à la fin de chaque période. (CONSO & HEMICI, 2002, p. 381)

Elles sont calculées avec la formule suivante :

$$CF = RN + D.A \text{ avec } RN = CA - (CH \text{ dec} + D.A)$$

CF : Cash-Flows générés par le projet

CA : Chiffre d'Affaires générés par l'utilisation de l'investissement.

Ch. Déc : Charges Décaissables imputables au projet

D.A : Dotation aux Amortissements.

4.4. La valeur résiduelle

Elle correspond à la valeur anticipée en fin de vie du projet d'investissement ; Il s'agit donc de sa valeur de revente. La valeur résiduelle peut être nulle ou même négative (frais de démontage) ; elle varie tout au long de la durée de vie de l'investissement. L'évolution de la valeur résiduelle peut permettre de déterminer la durée de vie économique optimale. (CONSO & HEMICI, 2002, p. 381)

Conclusion

Tout au long de ce chapitre, nous avons présenté les notions de base relatives à la banque, crédit et l'investissement. Pour chaque décision d'investissement, la maîtrise et la compréhension des notions fondamentales liées à l'investissement sont importantes avant d'accorder un crédit d'investissement.

En résumé l'investissement joue un rôle important pour la croissance économique, et offre aux entreprises la possibilité de réaliser des projets ambitieux. De ce fait, il est nécessaire pour l'investisseur de faire une étude financière de son projet à travers l'analyse des indicateurs de rentabilité, qui est l'objet du deuxième chapitre.

Introduction

Le financement des investissements comporte beaucoup de risques qui sont très coûteux vu les sommes importantes à payer pour cela, le banquier ne répond pas à une quelconque demande de concours qu'après avoir mené une étude approfondie sur son client. Ce dossier permet au banquier de connaître son client d'après : son environnement, ses moyens, ses capacités...etc.

L'objet de ce chapitre est de présenter les différents critères d'évaluation conduisant à l'acceptation ou au rejet d'un projet d'investissement. Ce chapitre est subdivisé en trois sections. Dans la première section, nous présenterons le diagnostic d'un projet d'investissement. La deuxième portera sur l'analyse financière d'un projet. Enfin, la dernière étudiera la rentabilité d'un projet.

Section 01 : Diagnostic d'un projet d'investissement

Il est essentiel de créer et de maintenir un dossier de crédit pour obtenir les détails essentiels sur le demandeur de crédit. Ce dossier aide à identifier les risques potentiels dans la relation banquier-demandeur de crédit et vise à garantir des conditions de financement optimales en clarifiant la situation.

1. Les documents constitutifs d'un dossier de crédit d'investissement

Les demandes de crédit d'investissement doivent être accompagnées d'une liste de documents administratifs, comptables, techniques, économiques et financiers, etc. La liste des documents présentés ci-après n'est pas exhaustive, elle peut varier selon la nature de l'investissement et l'ancienneté de la relation banque client (Document interne de la BADR).

1.1. Les documents administratifs et juridiques

Ils sont constitués essentiellement de :

- Demande de crédit signée par une personne habilitée (Elle doit préciser notamment la date de la demande, la nature de financement sollicité, le montant, l'objet du financement, la durée souhaitée, les garanties avec l'estimation) ;
- Copie de tout document justifiant l'autorisation d'exercice de l'activité projetée ou exercée (registre de commerce, agrément, autorisation d'exploitation, carte fellah, carte d'artisan.etc.) ;
- Copie d'une pièce d'identité en-cours de validité (pour les personnes physiques) ;

- Procès verbal (PV) délibération désignant et autorisant le gestionnaire à contracter des emprunts (pour les entreprises, les agricultures groupés) ;
- Permis de construire (s'il y a lieu) ;
- Copie des statuts (pour les personnes morales) ;
- Copie de BOAL (Bulletin Officiel des Annonces Légales) ;
- Copie de l'acte de propriété, de concession ou de bail des locaux professionnels d'exploitation.
- Attestation des services de l'environnement (s'il y a lieu) ;
- Carte d'immatriculation fiscale. (Document interne de la BADR)

1.2. Documents comptables et fiscaux

Ils comprennent les éléments suivants:

- Etats financiers fiscaux des trois (03) derniers exercices ou Bilan d'ouverture pour les nouvelles créations ;
- Rapport du commissaire au compte pour les entreprises concernées ;
- Situation comptable provisoire et intermédiaire récente ;
- Etats financiers prévisionnels sur la période de financement sollicitée ;
- Situations fiscales et parafiscales récentes ou échéanciers éventuels.

1.3. Documents économiques et financiers

- Etude technico-économique (Elle doit faire apparaître notamment le mode de calcul du chiffre d'affaires, consommations, les capacités installées, étude de marché, etc) ;
- Factures pro forma des équipements à acquérir et /ou devis et /ou contrats. (Document interne de la BADR)

1.4. Divers

- Accord de principe du Ministère du Tourisme pour les projets touristiques (Cadre convention BADR/Ministère du Tourisme et de l'Artisanat 2012)
- Avantages obtenus (S'il y a lieu) : ANDI, Avantages liés à l'exportation ... ; etc. (Document interne de la BADR)

❖ **Autres** : Le banquier peut exiger :

-Tout document jugé utile par le client pour appuyer sa demande de financement.

-Tout document nécessité par la mise en place des dispositifs spécifiques. (Document interne de la BADR)

2. L'analyse de l'étude technico-économique

Après avoir observé que les documents fournis par le client demandeur de crédit sont conformes et véritables, le banquier va examiner la viabilité du projet d'investissement en procédant comme suit : analyse du marché, évaluation commerciale, examen technique et analyse des coûts.

2.1. L'analyse du marché

L'étude du marché est une analyse quantitative et qualitative, c'est-à-dire l'offre et la demande réelles ou potentielles d'un produit ou d'un service afin de permettre l'élaboration des décisions commerciales. (HAMDI, 2000, p. 25)

Donc, toute étude de marché vise à anticiper la qualité de produit potentiellement vendable sur le marché. Pour ce faire, l'évaluateur doit déterminer la viabilité du produit en question, identifier les consommateurs potentiels, et localiser leur marché cible.

2.2. L'analyse commerciale

Les éléments qualitatifs sur lesquels doit réfléchir un banquier pour la réalisation de cette analyse ont été définis par les « 4P » de Mc Carthy, il s'agit de: production (le produit), price (le prix), place (la distribution) et promotion (la commercialisation). (NAOURI & SEDIKI, 2015, p. 57)

- **En matière de produit, il s'agira de s'intéresser** à la gamme, la qualité, les produits de substitution et à l'obsolescence du produit.
- **En matière de prix, il faudra penser** aux prix pratiqués par les concurrents et aux éventuelles contraintes réglementaires.
- **En matière de distribution, il faudra** déterminer le mode et le réseau de distribution et prévoir un service après vente.
- **En matière de promotion, il faudra penser** au type des supports publicitaires utilisés pour faire connaître le produit et comparer leurs coûts par rapport à ceux de la concurrence.

2.3. L'analyse technique

Cette rubrique détaillée étudie l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer la production correspondant aux objectifs commerciaux. Le banquier s'informe sur la politique de

recrutement de l'entreprise et ses besoins en personnel, sur l'effectif qui sera recruté pour l'année de démarrage, les perspectives de recrutement pour les années suivantes et les salaires bruts annuels correspondants. Il s'intéresse, également, aux moyens dont dispose l'entreprise en matière de terrain et de constructions, aux sites d'implantations, aux surfaces utilisées, aux contraintes éventuelles, aux possibilités d'agrandissements, etc. Le banquier détermine et évalue le degré de dépendance de l'entreprise vis-à-vis de ses éventuels sous-traitants, se fait communiquer la quantité, la qualité et le prix des matières premières et des consommables, ainsi que les conditions de règlement du chèque fournisseurs. (BOUYACOUB.F, 2000)

2.4. L'analyse des coûts

Cette analyse vise à déterminer l'exhaustivité et la fiabilité des coûts, qu'il s'agisse de ceux se rapportant à l'investissement ou à l'exploitation.

Après examen de tous ces éléments, le banquier doit conclure soit que le projet n'est pas viable, auquel cas il arrête son analyse sans passer à l'étude de la rentabilité, soit que le projet est viable, et il poursuit alors avec l'analyse de la rentabilité.

Section 02 : Analyse financière du projet

Suite à l'étude technico-économique, le banquier peut décider si le projet est réalisable ou non. Si le projet est faisable, le banquier poursuit son analyse en réalisant l'évaluation financière. Cette évaluation est importante pour assurer la durabilité du projet à long terme.

1. Notions générales sur l'analyse financière

La gestion financière permet de doter l'entreprise d'un large panorama de techniques et de mécanismes financiers lui permettant dans quelle mesure est assurée de maintenir l'équilibre de ses structures financières.

L'analyse financière est le diagnostic et l'évaluation de la firme à partir du bilan, des soldes intermédiaires de gestion, et des tableaux des flux monétaires et financiers constituent les principaux outils dans le cadre de l'analyse de la stratégie financière de l'entreprise. (CHICHA, 2012, p. 11)

1.1 Définition de l'analyse financière

L'analyse financière est définie comme l'ensemble des techniques et méthodes permettant de rechercher dans quelle mesure une entreprise est assurée de maintenir l'équilibre de ses

structures financières tant sur le plan à court terme, que sur le plan à moyen et à long terme, donc de porter un jugement sur ses perspectives d'avenir.

L'analyse financière est un ensemble de techniques d'osculation qui doivent permettre au praticien de faire un diagnostic sur la santé d'une entreprise pour avancer un pronostic sur son évolution, voire proposer des remèdes au cas où cela apparaîtrait nécessaire ».

Il ressort de cette définition que l'analyse financière est surtout tournée vers le diagnostic et la détection des points forts et des points faibles d'une situation donnée. (CHICHA, 2012, pp. 38-40)

1.2. Les objectifs de l'analyse financière

Les objectifs de l'analyse financière touchent les différents composants de la politique financière de l'entreprise :

1.2.1. Analyse financière de la liquidité

Cette analyse permet de s'assurer que la liquidité des actifs peut faire face à l'exigibilité des dettes dans leurs échéances.

1.2.2. Analyse financière de l'équilibre financier

Elle permet de juger l'efficacité de la structure financière des emplois fixes par les ressources permanentes (aspect statique) et celle des emplois cycliques par les ressources cycliques (aspect dynamique).

1.2.3. Analyse financière globale

Elle consiste à vérifier la santé financière de l'entreprise à travers les différents outils d'analyse financière (les ratios par exemple).

1.2.4. Analyse financière et stratégie

Elle consiste à apprécier la situation générale de l'entreprise en tant que système complet ; et effectuer un diagnostic global de la santé de l'entreprise ; évaluer ses potentialités futures en faisant appel aux études diverses. Elle constitue une démarche d'interprétation d'éléments, quantitatifs et qualitatifs, dans un but de porter une appréciation sur les performances actuelles et les perspectives futures de l'entreprise.

D'un point de vue perspectif l'analyse financière sert aussi à évaluer l'incidence d'une croissance de l'activité en mesurant le besoin de financement nouveau-né d'une stratégie d'expansion.

1.3. Les étapes de l'analyse financière

Pour être en mesure de porter un jugement sur la situation d'une entreprise, l'analyse doit tenir compte de l'ensemble d'informations disponibles, surtout celles publiées par la comptabilité ou par d'autres sources. Généralement plusieurs étapes doivent être suivies à savoir (KARA & DEHOUCHE, 2020, p. 12):

- Préciser les objectifs de l'analyse ;
- Procéder à l'examen global des états financiers, cet examen porte généralement sur les emplois (actifs), des ressources (passif), les ventes et les bénéfices ;
- Analyser le rapport du vérificateur, l'énoncé des principes comptables, les notes aux états financiers et d'autres informations pertinentes ;
- Appliquer les techniques d'analyse comme les ratios, l'étude du bilan en masse et autres ;
- En fin, porter un jugement sur la situation, formuler des recommandations et prendre des conclusions.

1.4. Les sources d'information de l'analyse financière

La base de données constitue les sources d'information dont les responsables financiers ont besoin dans leurs études économique, financière et stratégiques. Les sources d'information sont de deux types :

1.4.1 Les sources internes

La comptabilité générale constitue l'exemple le plus ancien et le plus répandu d'un système d'information organisé. Il s'agit des documents comptables et financiers élaborés par les services internes de l'entreprise (bilans, tableaux des comptes de résultats, annexes, rapports des commissaires aux comptes, etc.). Ces informations peuvent faire l'objet de retraitements dans certains cas afin de les mieux les adapter avec la pratique financière. (CHICHA, 2012, p. 40)

1.4.2. Les sources externes

Il s'agit d'informations en provenant de l'extérieur de l'entreprise, comme les études de marché, les études sectorielles, les rapports des différents organismes économiques et financiers, etc.

A. Le bilan comptable

Le bilan comptable doit être considéré comme un cliché qui traduit la situation patrimoniale de l'entreprise à un moment donné. Il fournit un inventaire des emplois de toute nature (réels, financiers et monétaires) que l'entreprise possède ainsi que les ressources qui ont permis à leur financement.

Cette règle entraîne une égalité fondamentale du bilan, l'équilibre des ressources (passif) et des emplois (actif).

Le bilan est donc un instrument privilégié pour l'analyste car il peut déterminer en détail l'origine des ressources et leur utilisation. Une étude détaillée de ses composantes permet ce travail. (CHICHA, 2012, p. 44)

B. Le tableau des comptes de résultat

Est un document comptable produit a minima annuellement par toutes les entreprises-exception faites des entreprises nouvellement créés la première année et en cas de changement de date de clôture comptable. Avec le bilan et l'annexe comptable, il forme les comptes annuels.

Il s'agit d'un document normalisé traduisant l'activité de l'entreprise pendant une période donnée. Les produits correspondent aux gains, les charges aux dépenses.

Les comptes d'une entreprise sont normalement présentés en comptabilité d'engagement. Cela signifie que les montants comptabilisés en charge et n produits sont indépendants des dates de règlement. Ainsi, une dépense se rattachant à la période.

C. Les annexes

C.1. Définition de l'annexe

Il s'agit d'un document obligatoire qui a pour rôle de commenter et compléter l'information comptable fournie par le bilan et le compte de résultat en présentant toutes les explications nécessaires à une meilleure compréhension de ces documents. Elle est incluse dans les comptes annuels qui se composent donc du bilan, du compte de résultat et de l'annexe.

C.2. Contenu de l'annexe

Le contenu de l'annexe dépend du système dans lequel se trouve l'entreprise mais également de ses propres choix et options en matière d'information comptable. L'annexe comporte

toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et le compte de résultat.

Le plan comptable général définit une annexe pour le système de base et une annexe pour le système développé ainsi que les dispenses d'informations pour les entreprises présentant leurs comptes selon le système simplifié.

C.3. Le rôle et l'intérêt de l'annexe

Les comptes de résultat et le bilan ne peuvent remplir utilement leur rôle d'information que s'ils sont accompagnés d'une annexe. Celle-ci a donc pour rôle de compléter et commenter l'information délivrée par le compte de résultat et le bilan. (KARA & DEHOUCHE, 2020, p. 22)

2. Analyse par les indicateurs financiers

Le Fonds de Roulement Net (FRNG), le Besoin en Fonds de Roulement (BFR) et la Trésorerie Nette (TRN), sont les indicateurs indispensables pour l'analyse de l'équilibre financier. Le calcul de ces indicateurs est fait à partir le bilan financier.

2.1. Le fonds de roulement net global (FRNG)

Le fond de roulement net global est l'excédent de financement stable disponible pour les besoins liés au cycle d'exploitation. Il existe deux méthodes de calcul du FRNG : (RECROIX, 2021, p. 54)

$$\text{FRNG} = \text{Ressources stables} - \text{Emplois stables}$$

$$\text{FRNG} = \text{Actif circulant} - \text{Passif circulant}$$

Il se calcule aussi avec le haut du bilan

$$\text{FRNG} = \text{Capitaux Permanents} - \text{Actif Immobilisé}$$

2.2. Le besoin de fonds de roulement (BFR)

D'un point de vu financier, le degré de liquidité des emplois cycliques doit correspondre à celui de l'exigibilité du passif cyclique. En réalité, cette règle financière n'est souvent dépassée du fait de l'existence parmi les emplois cycliques des éléments qui ne se réalisent pas dans leur échéance normale.

Donc, la liquidité de ces éléments s'avère faible par rapport à l'exigibilité et fait apparaître un besoin en fonds de roulement, dans le cas contraire un excédent financier.

On parle de besoins en fonds de roulement lorsque le financement des emplois cycliques n'est pas couvert par des ressources de même nature. (CHICHA, 2012, p. 70)

Les besoins de fonds de roulement sont de deux catégories :

2.2.1. Le besoins de fonds de roulement d'exploitation (BFRE)

Le BFRE représente la différence entre les besoins cyclique d'exploitation (BCE) et les ressources cycliques d'exploitation (RCE)

Lorsque le BFRE est positif, il mesure la masse des actifs liés à l'exploitation, besoin permanent car renouvelable avec l'activité d'exploitation de l'entreprise.

Lorsque le BFRE apparaît avec un solde négatif, il indique un excédent financier d'exploitation généré par le recours important à l'endettement à court terme.

$$\text{BFRE} = \text{Actifs d'exploitation} - \text{Dettes d'exploitation}$$

2.2.2. Le besoins de fonds de roulement hors exploitation (BFRHE)

Il représente la différence entre les besoins hors exploitation et les ressources hors exploitation. (CHICHA, 2012, p. 71)

$$\text{BFRHE} = \text{Actifs hors exploitation} - \text{Dettes hors exploitation}$$

2.2.3. Le besoin de fonds de roulement global (BFRG)

Le besoin de fonds de roulement global est la somme du besoin en fonds de roulement d'exploitation et le fonds de roulement hors exploitation.

$$\text{BFRG} = \text{BFRE} + \text{BFRHE}$$

Le besoin en fonds de roulement ce calcul comme suite aussi

$$\text{BFR} = \text{valeurs d'Exploitations} + \text{Valeurs Réalisables} - (\text{Dettes a Court Terme} - \text{Trésorerie Passif})$$

2.3. La trésorerie

La trésorerie est un instrument permettant l'ajustement des différents mouvements de flux de recettes et de dépenses.

Les notions de fonds de roulement net global et besoins en fonds de roulement sont deux indicateurs financiers parfaitement complémentaires. Le premier représente l'effort fait par l'entreprise pour faire face au financement des besoins générés par son activité d'exploitation avec des capitaux stables, le second représente le montant des besoins d'exploitation avec et hors exploitation non couvert par les ressources d'exploitation et hors exploitation.

La confrontation entre le F.R.N.G et B.F.R permet de déterminer une nouvelle notion, celle de la « **TRESORERIE** »

$$\text{TR} = \text{FRNG} - \text{BFR}$$

La trésorerie est ainsi le résultant de tous les flux financiers traversant l'entreprise et des modes de financements retenus. Toute variation du fond de roulement aura donc des répercussions immédiates sur la trésorerie. C'est ce que le financier analyse au travers du tableau des flux.

Aussi, la trésorerie à un montant donné s'appréhende en rapprochant les concours bancaires à court terme (au passif) et les valeurs disponibles (à l'actif). (CHICHA, 2012, p. 73)

$$\text{TR} = \text{Valeurs disponibles} - \text{Concours bancaires à court terme}$$

3. Analyse par la méthode des ratios

La méthode des ratios est un outil permettant d'apprécier la situation économique et financière de l'entreprise, d'effectuer et d'enrichir les études comparatives entre deux ou plusieurs secteurs de même activité.

3.1. Définition d'un ratio

La comparaison de certaines postes ou certaines masses du bilan d'une entreprise avec d'autres éléments de cette même entreprise amène à déterminer un rapport appelé ratio.

Donc, le ratio est un rapport entre deux grandeurs caractérisant la situation financière, le potentiel et l'activité de l'entreprise, l'exploitation du résultat ainsi obtenu permet de faciliter la tâche de l'analyste financier.

Le rapport entre les différentes masses servira de base à l'étude critique. Le ratio peut être examiné au travers de son évolution sur plusieurs années afin de déterminer la tendance et le choix fait par l'entreprise.

Les ratios utilisés habituellement utilisés peuvent être classés en quatre groupes : les ratios de structure, les ratios de liquidité, les ratios de gestion et les ratios de rentabilité.

3.1.1. Ratios de structure

On distingue parmi ceux-ci :

A. Financement des immobilisations : Ce ratio vérifie la règle de l'équilibre financier minimum supérieur à 1, il indique que les ressources à plus d'1 an couvrent les emplois à plus d'1 an. Le fonds de roulement liquidité est positif. (MELYON, 2007, p. 160)

$$\text{Financement des immobilisations} = \text{Capitaux propres} / \text{Actif à plus d'un an}$$

B. Autonomie financière : Ce ratio exprime le degré d'indépendance financière de l'entreprise. En raison de son mode de calcul il est obligatoirement inférieur à 1. (MELYON, 2007, p. 160)

$$\text{Autonomie financière} = \text{Capitaux propres} / \text{Capitaux permanents}$$

C. Stabilité du financement : Ce ratio indique la part des capitaux permanents dans le financement total de l'entreprise. (MELYON, 2007, p. 160)

$$\text{Stabilité du financement} = \text{Capitaux permanents} / \text{Total actif}$$

D. Indépendance financière (solvabilité) : Ce ratio mesure l'indépendance absolue de l'entreprise. Sa valeur est normalement inférieure à 1. Plus le rapport est proche de 0, plus la sécurité de l'entreprise se trouve compromise. En toute rigueur, ce ratio ne doit pas être inférieur à 1. (MELYON, 2007, p. 160)

$$\text{Indépendance financière} = \text{Capitaux propres} / \text{Total des dettes}$$

E. Part des concours bancaires dans l'endettement global : Ce ratio traduit l'arbitrage réalisé par l'entreprise entre les emprunts à moyen terme, long terme et les concours bancaires. (MELYON, 2007, p. 160)

$$\text{Part des concours bancaire dans l'endettement global} = \frac{\text{Crédits bancaires courants}}{\text{Endettement global}}$$

3.1.2. Ratios de liquidité

Ils permettent de porter un jugement sur le niveau de la liquidité et la solvabilité l'entreprise, on y trouve :

A. Ratio de financement (RFP)

Ce ratio montre le taux de couverture des actifs fixes par les capitaux permanents.

$$\text{RFP} = \frac{\text{Capitaux permanents}}{\text{Actifs fixes}}$$

Un ratio supérieur à 1 signifie que le fonds de roulement net global est positif, donc l'entreprise dispose d'une marge de sécurité financière lui permettant de faire face à ses besoins nés du cycle d'exploitation.

Si le ratio est inférieur à 1, cela signifie que l'entreprise finance une partie de ses actifs fixes par des dettes à court terme, le fonds de roulement net global étant négatif.

B. Ratio de financement propre (RFPR)

Ce ratio indique la capacité de l'entreprise à financer ses actifs fixes par les fonds propres dont elle dispose.

$$\text{RFPR} = \frac{\text{Capitaux propre}}{\text{Actifs fixes}}$$

C. Ratio de liquidité générale (RLG)

Ce ratio exprime la capacité de remboursement des dettes à court terme au moyen de la transformation des actifs à court terme en liquidité. Il vérifie l'existence d'une marge de sécurité financière au niveau des actifs circulants par rapport au passif circulant.

$$\text{RLG} = \frac{\text{Actifs circulant}}{\text{Dettes à court terme}}$$

D. Ratio de financement des actifs circulants (RFAC)

Ce ratio indique le taux de couverture des actifs circulants par le fonds de roulement net global.

$$\text{RFAC} = \text{fonds de roulement net global} / \text{Actifs circulants}$$

E. Ratio de trésorerie relative (RTR)

Les stocks s'avèrent parfois peu liquides, il convient donc de les éliminer du numérateur. Ce ratio est généralement inférieur à un. Il mesure la capacité de l'entreprise à faire face au règlement de ses dettes sans être dans l'obligation de liquider son stock.

$$\text{RTR} = \text{Actifs circulants} - \text{stocks} / \text{Dettes à court terme}$$

F. Ratio de trésorerie immédiate (RTI)

Pour faire face à ses échéances à court terme, l'entreprise utilise les valeurs disponibles auxquelles, on peut ajouter ce que les américains appellent le « Near money ».

Un ratio supérieur à un (1) traduit une trésorerie pléthorique résultant d'une mauvaise gestion financière.

$$\text{RTI} = \text{Valeurs disponibles} / \text{Dettes à court terme}$$

3.1.3. Ratio de gestion

Les ratios de gestion permettent d'apprécier la politique de gestion des composants principaux du cycle d'exploitation menée par les dirigeants de l'entreprise.

A. Ratio de rotation des stocks

Il semble important de surveiller avec rigueur la vitesse de rotation des stocks, une faible rotation se répercute défavorablement au niveau de la trésorerie de l'entreprise.

Une bonne connaissance de la situation des stocks nécessite le calcul de deux principaux indicateurs :

- Le taux de rotation des stocks (TR) ;
- Le temps d'écoulement des stocks (TE).

A.1. Taux de rotation des stocks

Les stocks de marchandises ou de matières premières étant évalués au coût d'achat, de produits finis au coût de production. La vitesse de rotation est calculée :

- Pour les marchandises

$$\text{TR} = \text{Coût d'achat des marchandises vendus} / \text{Stock moyen (SM)}$$

- Pour les matières premières

$$\text{TR} = \text{Coût d'achat des matières premières consommées} / \text{Stock moyen}$$

- Pour les produits finis

$$\text{TR} = \text{Coût de production des produit vendus} / \text{Stock moyen (au coût de production)}$$

Avec: $\text{SM} = \text{Stock initial} + \text{Stock final} / 2$

Le taux de rotation indique le nombre de fois que le stock a été renouvelé durant la période.

A.2. Temps d'écoulement (TE)

Ce ratio permet de déterminer le délai moyen de séjour des marchandises ou produits finis au sein de l'entreprise ; on le calcul en jours ou en mois.

$$\text{TE} = 360j * 1 / \text{TR}$$

B. Le délai de recouvrement des créances clients (DC)

Ce délai représente la durée moyenne du crédit accordée par l'entreprise à ses clients. C'est le rapport entre la somme du poste clients, des comptes rattachés, et les effets escomptés et non échus (au numérateur).

$$\text{DC} = \text{Clients} + \text{Effets à recouvrir} + \text{Effets escomptés et non échus} * 360j / \text{Chiffre d'affaires (TTC)}$$

C. Le délai moyen de remboursement des dettes

C.1. Délai moyen de règlement des fournisseurs (DF)

Ce ratio permet de déterminer la durée moyenne de crédit accordée à l'entreprise par ses fournisseurs et comptes rattachés, et le montant des achats de la période en toutes taxes comprises.

$$DF = \text{Fournisseurs} + \text{Comptes rattachés} * 360j / \text{Achat (TTC)}$$

C.2. Délai moyen de remboursement des dettes à long terme (DR)

Ce ratio permet de déterminer la période de remboursement des dettes à long terme sur la base de la capacité d'autofinancement (CAF) par l'entreprise. Il est exprimé en année.

$$DR = \text{Dettes à long et moyen terme} / \text{CAF}$$

3.1.4. Ratios de rentabilité

La rentabilité s'exprime par le rapprochement des résultats ;

C'est-à-dire des capitaux engagés.

On aura :

$$R = \text{Résultat net} * 100 / \text{Moyens}$$

Deux principaux ratios peuvent être utilisés dans l'analyse de la rentabilité de l'entreprise :

A. Ratio de rentabilité économique (RE)

Le calcul du rendement économique dépend de deux facteurs :

- L'indice de profitabilité (IP)

$$IP = \text{Résultat net} / \text{CA (HT)}$$

- Le taux de rotation des éléments d'actif total (TRA)

Il est calculé par le rapport entre le chiffre d'affaires hors taxes (CAHT) et l'actif total (AT)

Donc, on peut $TRA = \text{CA.HT} / \text{AT}$

$$IP * TRA = \text{RN} / \text{AT} \quad r = \text{RN} / \text{AT}$$

NB : Pour apprécier la rentabilité économique, on exprime le résultat de l'entreprise avant déduction des frais financiers et de l'IBS.

B. Ratio de rentabilité financière (RF)

La rentabilité financière mesurée par les rapports des résultats nets (RN) sur les fonds propres (FP).

$$RF = RN / FP$$

L'analyse par les ratios joue un rôle important dans le diagnostic financier de l'entreprise. Elle a été la base d'une véritable doctrine financière visant à énoncer les règles d'une rigoureuse gestion financière des entreprises. (CHICHA, 2012, p. 87)

4. Analyse par le tableau de compte de résultat

Le compte de résultat de l'entreprise c'est le détail des comptes, il est nécessaire pour l'analyse de l'activité de l'entreprise.

4.1. Définition des soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion sont des indicateurs qui s'appuient sur le compte de résultat et permettent d'analyser la gestion d'une entreprise. Leur calcul et leur analyse permettent à la fois d'analyser les performances d'une entreprise sur une période donnée, mais également de comparer ses ratios à ceux d'autres entreprises du même secteur (BERNET-ROLLAND, 1999, p. 133) .

4.1.1. La marge commerciale

Peut être définie comme le supplément de valeur apporté par l'entreprise aux marchandises vendues, ce supplément de valeur étant la contrepartie du service de distribution assuré par l'entreprise.

La marge commerciale est sensiblement proportionnelle aux ventes de marchandises (le cout de marchandises étant un cout variables) elle est souvent exprimés en pourcentage et peut alors être significativement comparés aussi bien dans le temps (d'une année sur l'autre pour une même entreprise) que dans l'espace d'une entreprise à l'autre dans le même secteur d'activité pour une même période de temps).

Coût d'achat des marchandises vendues = Achat de marchandises + Variation de stocks de marchandises.

Marge commerciale = Vente de marchandises – Cout d'achat des marchandises vendues.

4.1.2. Production de l'exercice

Le second solde à calculer est la production de l'exercice. Elle mesure l'activité productrice des biens et services de l'entreprise ainsi et contrairement à la marge commerciale, ce solde est pertinent pour les entreprises ayant une activité de production ou de transformation. (RAVILY & SERRET, 2009, p. 15)

Production de l'exercice = Production vendue + Production stockée + Production immobilisée

4.1.3. La valeur ajoutée

La valeur ajoutée produite exprime la création de valeur ou encore l'accroissement de valeur que l'entreprise apporte aux biens et services en provenance des tiers. C'est un indicateur du poids économique de l'entreprise en termes de richesse produite. (RAVILY & SERRET, 2009, p. 16)

La valeur ajoutée = Marge commerciale + Production de l'exercice - Consommations en provenance des tiers

4.1.4. L'excédent brut d'exploitation

L'EBE est par nature un indicateur de performance indépendant de la politique financière de l'entreprise. L'EBE doit permettre non seulement de maintenir et de développer l'outil de production mais aussi de rémunérer les capitaux investis (capitaux empruntés et capitaux propres). (RAVILY & SERRET, 2009, p. 18)

Excédent brut d'exploitation = Valeur ajoutée + Subventions d'exploitation - Impôts, taxes et versement assimilés - Charges de personnel (salaires et charges sociales).

4.1.5. Le résultat d'exploitation

Ce solde est calculé avant tout impact des charges financières, c'est-à-dire qu'il n'est pas tenu compte de la structure financière mise en œuvre par l'entreprise. La structure financière d'une entreprise est la répartition du financement de celle-ci entre les capitaux empruntés et les capitaux propres. Cette notion sera approfondie au moment d'aborder le concept d'effet de levier financier, le résultat d'exploitation mesure la performance de l'entreprise sur le plan commercial et industriel. (RAVILY & SERRET, 2009, p. 18)

Résultat d'exploitation = EBE + Reprise sur charges et transferts de charges + Autres produits - Dotations aux amortissements et aux dépréciations - Autres charges

4.1.6. Le résultat courant avant impôt

Le résultat courant avant impôt (RCAI) est la synthèse du résultat d'exploitation et du résultat financier de l'entreprise indépendamment du résultat exceptionnel et de la fiscalité (impôt sur les sociétés).

Le RCAI permet d'apprécier la part prise par la politique financière de l'entreprise dans la formation du résultat.

Le résultat courant avant impôt = Résultat d'exploitation + /- Quote-part de résultat sur opération faite en commun + Produits financiers - Charges financières

4.1.7. Le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel porte sur les éléments à caractère inhabituel de l'entreprise. Cette grandeur influence directement le résultat de l'exercice. Il se calcule comme suit.

Résultat exceptionnel = Produits exceptionnels – Charges exceptionnelles

4.1.8. Le résultat net de l'exercice

Il indique ce qui reste à la disposition de l'entreprise et des associés après le versement de l'impôt sur bénéfice des sociétés.

Il se calcule à partir de la formule suivante : (CHERFA, 2023, p. 36)

RNE= Résultat courant avant impôt + Résultat exceptionnel - Participation des salaires-Impôts sur les bénéfices

La capacité d'autofinancement est la ressource interne générée par les opérations enregistrées en recettes et produits durant une période donnée. A l'issue de l'exploitation, si toutes les opérations en suspens étaient réglés, l'entreprise disposerait d'un surplus de liquidité.

CAF = Recettes (R) - Dépenses (D)

Le capital propre : le résultat.

CAF = Dotations aux amortissements

+Dotations aux provisions à caractère de réserve

+ Résultat net de l'exercice

De ce point de vue de calcul de la CAF selon les approches soustractive et additive, l'expression américaine « cash-flows », est très évocatrice et exacte.

La capacité d'autofinancement peut être calculée selon deux méthodes ; l'une qualifiée d'explicative, l'autre de vérification.

Cette méthode est qualifiée d'explicative car chacun des postes apparaissait dans la définition est théoriquement générateur de trésorerie. (CHICHA, 2012, p. 91)

- **Calcul de la CAF par la méthode additive**

CAF = Résultat net comptable

+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (d'exploitation, financières et exceptionnelles)

-Reprises sur dépréciations et provisions (d'exploitation, financières et exceptionnelles)

+ Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés

-Quote-part des subventions d'investissements virés au compte de résultat de l'exercice.

- **Calcul de la CAF par la méthode soustractive**

Le calcul de la CAF par la méthode soustractive, se base sur le calcul de l'excédent brut d'exploitation auquel on ajoute les produits encaissables puis on soustrait les charges décaissables. (CHERFA, 2023, p. 39)

CAF =Excédent brut d'exploitation

+ Transfert de charges

+/-Autres produits et autres charges

+ Produit financier (sauf reprise)

- Charges financière (sauf dotation)

+ Produit exceptionnel (sauf reprise)

-Charge exceptionnel (sauf dotation)

-Participation des salariés

- Impôt sur le bénéfice.

Section 03 : Etude de la rentabilité du projet

Le but de l'étude de la rentabilité est de se garantir que le projet est avantageux et qu'il est le préférable parmi les éventuelles occasions d'investissement (placement bancaire, plusieurs projets, spéculations, etc.) Et il est également essentiel de s'assurer que les conditions de crédit proposées n'affectent pas la rentabilité du projet et, donc, le remboursement de l'emprunt bancaire.

Cette séparation entre les décisions d'investissement et de financement se traduit par une analyse financière du projet en deux étapes distinctes :

- ◆ Une étude avant financement;
- ◆ Une étude après financement.

1. Etude avant financement

Il s'agit de savoir si l'investissement que veut lancer le promoteur, après avoir été constaté comme viable, est rentable en lui-même. Cela devra se faire en établissant une étude de flux de trésorerie avant financement appelée encore les flux nets de liquidité. Cela devra se faire en expurgeant les frais financiers dus à la structure de financement, afin de dégager les flux intrinsèques du projet et de les apprécier à travers certains outils d'analyse, tels que le DR, VRI, IP...etc.

Ces flux sont déterminés et évalués à travers certains outils d'analyse que nous aborderons ultérieurement, pour cela le banquier devra établir le tableau des emplois/ressources qui est lui-même établi sur la base du tableau de compte de résultat prévisionnel et l'échéancier des flux de trésorerie (investissement et amortissement) tout en déterminant la valeur résiduelle de l'investissement et le besoin en fond de roulement. (LOZATO & PASCAL, 2015, p. 125)

1.1. L'élaboration du tableau des emplois et des ressources

C'est un tableau récapitulatif de l'ensemble des ressources (sources de financement) et emplois de l'entreprise (dépenses).

1.1.1. L'élaboration du l'échéancier d'investissement

Il s'agit d'afficher en temps opportun tous les différents frais d'investissement, y compris le BFR qui doit être utilisé au début des opérations. Elle doit couvrir les frais de création de la société, les terrains, les bâtiments les équipements, les imprévus, ...Etc.

Tableau N°01 : Exemple d'un échéancier d'investissement

ANNEXES	1	2	3	4	5	TOTAL
Rubriques						
Frais de création de Société						
Terrain						
Construction						
Equipement						
Installation annexes						
Matériel roulant						
Formation						
Besoin en fond de roulement						
Imprévus						

Source : (LAZARY, 2007, p. 69)

1.1.2. L'échéancier d'amortissement

C'est un tableau qui permet de calculer les dotations aux amortissements annuelles relatives à chaque investissement amortissable.

Tableau N°02 : Exemple d'un échéancier d'amortissement

Désignation	Montant	Durée	1	2	3	N=durée du projet	Total
Frais préliminaires								
Construction								
.....								
Total								

Source: LAZARY, K,Op.cit. p70.

1.1.3. Détermination de la valeur résiduelle d'investissement (VRI)

Une fois que l'amortissement est complètement amorti, il peut y avoir une certaine valeur appelée valeur résiduelle. Cette valeur est égale à la différence entre les montants des immobilisations et des montants déjà amortis. Cette valeur est revue à chaque fin de période.

(LAZARY, 2007, p. 82)

VRI = Valeur nette comptable – Total des amortissements appliqués

1.1.4. Détermination du besoin en fonds de roulement

Le BFR correspond à la part de l'actif circulant qui ne peut pas être financé par des dettes à court terme et qui doit l'être par des capitaux permanents. Il représente un fond de démarrage nécessaire au projet pour la prise en charge de certaines charges d'exploitation durant le démarrage du projet, son mode de calcul est :

$$\text{BFR} = \text{Stock} + \text{Créance} - \text{Dettes à court terme (sauf les dettes financières)}$$

1.1.5. Le compte de résultat

Le compte de résultat contient l'ensemble des charges et des produits de l'exercice comptable et permet d'apprécier la performance de l'entreprise sur cette période, qui est caractérisée par le montant du résultat net (bénéfice ou perte). (LAZARY, 2007, p. 75)

Les principales rubriques constituant la cascade du TCR prévisionnel sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau N°03 : Le compte de Résultat

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Année N
Chiffre d'affaire (1)				
Matières fournitures consommés(2)				
Services (3)				
Valeur ajoutée = 1-(2+3)				
Frais de personnel (5)				
Impôt et taxes (6)				
EBE = 4-(5+6) (7)				
Dotations aux amortissements (8)				
Frais divers (9)				
Résultat brut de l'exercice =7-(8+9) (10)				
IBS (11)				
Résultat net de l'exercice =10-11 (12)				
CAF = 12+8				

Source: LAZARY, Op-cit, p.74.

Tableau N° 04 : Tableau des emplois et des ressources.

Rubriques	Année 1	Année 2	Année
Ressource :				
-Capacité d'autofinancement				
-Valeur résiduelle des investissements				
-Récupération du BFR				
Total ressources. (A)				
Emplois :				
-Investissement				
-Variation du BFR				
Total emplois (B)				
Flux net de trésorerie (A) – (B)				

Source: LAZARY, Op-cit, p.75

1.1.6. Le taux d'actualisation

Avant de procéder au calcul des critères de rentabilité, il est nécessaire d'actualiser ces flux nets de trésorerie pour déterminer la valeur actuelle d'un flux financier encaissé plus tard à partir d'un taux d'actualisation (i).

L'actualisation consiste à ramener au présent tous les flux futurs

(1+i)⁻ⁿ DA aujourd'hui ←—————1 DA dans n années (actualisation).

Sans l'actualisation de ces flux, il n'est pas possible de comparer les dépenses d'investissement d'aujourd'hui et les recettes générées au futur par cet investissement, elle est calculé par des différentes méthodes (méthode actuarielle, méthode directe, méthode indirecte).

1.2. Les critères de la rentabilité des investissements

Après avoir déterminé les flux de trésorerie, il est nécessaire d'actualiser leur valeur dans le but d'établir les critères de rentabilité de l'investissement et les étudier.

Quatre éléments sont indispensables pour l'évaluation de la rentabilité: la valeur actualisée nette (VAN), le taux de rendement interne (TRI), le temps de récupération (DR) et l'indice de profitabilité (IP) (CHERFA, 2023, p. 42).

1.2.1. Le critère de la Valeur Actuelle Nette (VAN)

La VAN est le critère de référence en matière de décision d'investissement. Elle se définit, pour un projet d'investissement de durée de vie légale a n années, comme suit :

CF = Cash-flows

I₀ = Investissement initial

$$VAN = -I_0 + \sum_{t=1}^{t=n} \frac{CF_t}{(1+i)^t}$$

La VAN est égale à la somme des cash-flows actualisés (positifs et négatifs). Elle s'exprime dans l'unité monétaire du projet. Si la VAN est positive, l'investissement est rentable dans la mesure où il accroît la valeur de l'entreprise. Il doit être classé parmi les projets à réaliser, sous réserve de moyens de financement. L'investissement sera rejeté dans le cas d'une VAN négative. Si elle est nulle, l'entreprise peut accepter le projet ou non. Il lui est indifférent de choisir le projet ou n'importe quel placement financier rapportant le taux d'actualisation, et le terme $1/(1+i)$ est le coefficient d'actualisation.

1.2.2. L'indice de profitabilité (IP)

C'est un critère qui représente le rendement de chaque dinar investi dans chaque projet. Il permet de faire une comparaison entre plusieurs projets.

$$\text{IP} = \sum \text{FNT actualisés} / I_0$$

I_0 = Investissement initial.

IP supérieur à 1 : projet rentable financièrement, création de valeur.

IP inférieur à 1 : projet non rentable financièrement, destruction de valeur. (CHERFA, 2023, p. 43)

1.2.3. Le taux de rendement interne (TRI)

C'est le deuxième critère important pour évaluer la rentabilité de l'entreprise, il représente le taux d'actualisation par lequel la valeur actuelle nette s'annule.

Pour calculer le taux de rendement interne, il y aura lieu de choisir arbitrairement un taux d'actualisation qui donne une VAN positive et un deuxième taux d'actualisation qui donne une VAN négative ensuite les interpoler, mais à condition que la différence entre ses deux valeurs (taux) ne dépasse pas 2 points pour que le résultat soit aussi correct que possible. (CHERFA, 2023, p. 43)

$$\sum \text{FNT actualisés} - I_0 = 0$$

1.2.4. Le délai de récupération du capital investi actualisé (DRA).

Le délai de récupération actualisé (DRA) est « le temps nécessaire pour que la VAN des Cash-flows cumulés actualisés devienne positive »

Il se calcule à partir de la formule suivante : (GINGLINGER, 2005, p. 25)

- Cas des cash-flows ne sont pas constants

$$DRA = \text{Année de cumul inférieur} + (\text{Investissement initial} - \text{Cumul inférieur} / \text{Cumul supérieur} - \text{Cumul inférieur})$$

Avec :

$$DR = \sum_{n=1}^T CF (1+t)^{-n} - I_0$$

I_0 : Capital investi ;

i : Taux d'actualisation ;

T : Ordre d'années ;

DRA : Délai de récupération actualisé.

Plus le délai de récupération est court, plus l'investissement est intéressant.

2. Etude de la rentabilité après financement

L'analyse des flux de trésorerie avant financement autorise de déterminer la rentabilité du projet lui-même. L'analyse des flux après financement, quant à elle, a pour but de déterminer la rentabilité des capitaux engagés dans l'investissement, à savoir les fonds propres et les fonds empruntés.

2.1. Elaboration du tableau Emplois/Ressources après financement

Dans cette étape le tableau des emplois et des ressources prend la forme suivante :

Le tableau N°05 : Emplois/Ressources après financement

Rubriques	Année 1	Année 2	...	Année N
Ressource : -CAF -Valeur résiduel des investissements -Récupération du BFR -Apports -Emprunt				
Total ressources (A)				
Emplois : -Investissement -Variation du BFR -Remboursement du principal -Dividendes -Intérêt				
Total emplois (B)				
Flux de trésorerie : (A) – (B)				

Source : (GINGLINGER, 2005, p. 26)

2.2. Les critères de la rentabilité

Ce sont les mêmes critères calculés lors de l'étude avant financement sauf que dans cette étape le financier doit tenir compte de l'impact des frais financiers et de remboursement de crédit sur la rentabilité du projet.

Conclusion

En conclusion, nous avons constaté que la constitution d'une demande de crédit est une phase importante lors de la mise en procédure du banquier au traitement du dossier.

Il est crucial de présenter une analyse approfondie du projet d'investissement, en mettant en avant sa viabilité financière, sa rentabilité prévue, les garanties offertes. De plus, une communication claire et transparente est essentielle pour obtenir un accord favorable. En résumé, un dossier bien préparé et complet augmente la chance d'obtenir le financement nécessaire.

Introduction

Après avoir exposé les différents types de crédits et les procédures du montage et d'étude d'un dossier de crédit, nous allons consacrer ce dernier chapitre à l'étude d'un cas pratique pour illustrer tout ce qui a été traité dans la partie précédente. Pour ce faire, nous avons structuré ce chapitre en trois sections. La première portera sur la présentation de l'organisme d'accueil, la deuxième, quant à elle, sera consacrée à l'analyse financière du projet, et enfin la dernière sera réservée à l'étude de la rentabilité du projet.

Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil la BADR

Avant de traiter le dossier de crédit, il nous semble nécessaire de présenter l'organisme d'accueil qui est la banque de l'agriculture et de développement rural. Nous aborderons dans cette première section successivement l'historique et l'évolution de la BADR, ses missions et ses objectifs et enfin l'organisation et la structure de l'agence 357 de la wilaya Bejaia.

1. Historique de la BADR

La banque de l'agriculture et de développement rural est une institution financière nationale créée par décret N°82-106 le 13 mars 1982. La BADR est une société par action au capital social de 2 200 000 000DA chargée de fournir aux entreprises publiques économiques conseils et assistance dans l'utilisation et la gestion des moyens de paiement mis à leur disposition. (Document interne de la BADR)

En vertu de la loi 90 /10 du 14 avril 1990, relative à la monnaie et au crédit, la BADR est devenue une personne morale effectuant les opérations de réception des fonds du public, les opérations d'octroi des crédits, ainsi que la mise à la disposition de la clientèle, les moyens de paiement et de gestion.

Depuis 1999, le capital social de la BADR a augmenté et atteint le seuil de 330 000 000 000 Dinars.

Il faut savoir que la BADR dispose de plusieurs filiales activant dans plusieurs domaines tels que, la formation bancaire, la garantie du crédit immobilier, l'automatisation des transactions interbancaires, des instruments techniques d'accompagnement, du programme de développement et de modernisation des banques et le financement des prêts aux logements consentis par les intermédiaires financières agréées.

La BADR est une banque publique qui a pour mission le développement du secteur agricole et la promotion du monde rural. Constituée initialement de 140 agences cédées par a BNA, son réseau compte actuellement plus de 290 agences et 41 directions régionales et plus de 7000 cadres et employés actinent au sein des structures centrales, régionales et locales.

Etablissement à vocation agricole à sa création, la BADR est devenue, au fil du temps, et notamment depuis la promulgation de la loi 90/10, une banque universelle qui intervient dans le financement de tous les secteurs d'activité.

La BADR banque a connu trois principales phases d'évolutions: (Document interne de la BADR)

➤ **La phase 1982-1990**

Cette phase est marquée par la planification de la BADR banque sur le monde rural. C'est ainsi que de grands efforts ont été accomplis par cette banque en direction des zones rurales à travers notamment l'ouverture de plusieurs agences dans les zones à vocation agricoles. Ses financements allaient essentiellement à l'agriculture et l'agro-alimentaire. Cette spécialisation s'inscrivait alors dans le contrôle d'économie planifiée ou chaque banque publique avait son champ d'intervention.

➤ **La phase 1990-1999**

Cette phase s'ouvre avec la promulgation de la loi du 14 avril 1990 qui a mis un terme à la spécialisation des banques, ainsi la BADR a élargi son champ d'intervention vers les autres secteurs d'activités et notamment vers les petites et moyennes entreprises et les petites, moyennes industries, tout en restant un partenaire privilégié du secteur agricole. Sur le plan technique, cette étape a été celle de l'introduction à la technologie d'information. C'est à dire, la mise en place du système (SWIFT) et du logiciel (SYBU).

➤ **La phase à partir de 2000**

Ce qui caractérise cette phase est l'implication des banques publiques dans la relance des investissements productifs et la mise en adéquation de leurs activités et du niveau de leurs prestations avec les principes de l'économie de marché.

La BADR banque a augmenté le volume de crédits destinés au financement PME et PMI des secteurs privés et au même temps elle a augmenté son aide à l'agriculture. La BADR a mis en place un programme d'actions quinquennal axé sur la modernisation comptable et financière.

Ce programme s'est soldé par l'établissement d'un diagnostic exhaustif des forces et faiblesses de la BADR et l'élaboration d'un plan de mise à niveau de l'institution par rapport aux normes internationales ainsi que le raccourcissement des procédures de traitement, d'acheminement et de sanction des dossiers de crédit.

2. Les missions et les objectifs de la BADR

Dans ce qui suit nous allons présenter les principales missions de la banque ainsi que ses principaux objectifs.

2.1. Ses missions

La BADR a été créée pour répondre à une nécessité économique, née d'une volonté politique afin de restructurer le système agricole, assurer l'indépendance économique du pays et relever le niveau de vie des populations rurales. Ses principales missions sont :

- Le traitement de toutes les opérations de crédits, de change et de trésorerie.
- L'ouverture de comptes à toute personne faisant la demande ;
- La réception des dépôts à vue et a terme ;
- La participation à la collecte de l'épargne ;
- La contribution au développement du secteur agricole ;
- L'assurance de la promotion des activités agricoles, agro-alimentaires, industrielles et artisanales ;
- Le contrôle avec les autorités de tutelle de la conformité des mouvements financiers des entreprises domiciliées.

2.2. Ses objectifs

Les objectifs de la BADR sont essentiellement :

- L'augmentation des ressources aux meilleurs coûts et rentabilisation de celles-ci par des crédits productifs et diversifiés dans le respect des règles ;
- La gestion rigoureuse de la trésorerie de la banque tant en dinars qu'en devises ;
- L'assurance d'un développement harmonieux de la banque dans les domaines d'activités la concernant ;
- L'extension et redéploiement de son réseau ;

- La satisfaction de ses clients en leur offrant des produits et services susceptibles de répondre à leurs besoins ;
- L'adaptation d'une gestion dynamique en matière de recouvrement ;
- Le développement commercial par l'introduction de nouvelles techniques commerciales telles que le marketing, et l'insertion d'une nouvelle gamme de produits.

3. Les crédits spécifiques à la BADR

La banque de l'agriculture et du développement rural propose une gamme de crédits aux agents économiques en besoin de financement pour réaliser leurs projets. Parmi ceux-ci, nous citons :

3.1. Crédit « ETTAHADI FEDRATIF »

C'est un crédit à moyen et long terme d'une durée de 3 ans jusqu'à 20 ans, celui-ci concerne le secteur agroalimentaire destiné aux opérations de transformation, conditionnement et stockage de produits agricoles.

3.2. Crédit « R'FIG FEDERATIF »

C'est un crédit d'exploitation totalement bonifié destiné au financement des entreprises organisées en société commerciale ou en coopérative et activant dans des filières transformation de stockage et /ou de valorisation des produits agricoles ».

3.3 Crédit de soutien à l'emploi des jeunes promoteurs

C'est un crédit à long terme (8 ans) destiné aux micros entreprises activant dans les secteurs agricole, para-agricole et agro-alimentaire pour soutenir les jeunes promoteurs de 19 jusqu'à 35 ans.

3.4. Crédit ANGEM

Il vise la création d'activités de production de biens et services y compris à domicile, par l'acquisition de petits matériels de démarrage afin de permettre une intégration sociale et économique des populations cibles.

3.5. Crédit CNAC

Le dispositif de financement CNAC est un crédit à long terme qui concerne la création ou l'extension de micro entreprises.

4. Les activités financées par la BADR

La BADR finance les domaines d'activité suivants :

4.1. Domaine de l'agriculture

- Culture de céréales ;
- Culture agro-alimentaire ;
- Culture de légumes ;
- Horticulture ;
- Pépinières ;
- Culture fruitière ;
- Viticulture ;
- Service annexes à l'agriculture.

4.2. Domaine de l'élevage

- Elevage de bovins ;
- Elevage d'ovins ;
- Elevage de volailles ;
- Elevage des autres animaux ;
- Aquaculture et élevage de poissons ;

4.3. Domaine de sylviculture et exploitation forestière

- Sylviculture ;
- Exploitation forestière ;
- Activités connexes et à l'exploitation forestière.

5. Présentation de l'agence principale 357 du groupe régional d'exploitation Bejaia

L'agence BADR 357 de Bejaia est une ancienne agence qui a ouvert ses portes à sa clientèle le 2 juin 1984. Cette agence compte 19 employés, elle offre à sa clientèle tous les services et produits de la BADR.

5.1. L'organisation de l'agence BADR 357

L'agence d'accueil « BADR 357 Bejaia » est organisé de la manière suivante :

a. Le directeur de l'agence : c'est un manager opérationnel chargé de l'application de la stratégie du développement de la banque. Ses missions et ses attributions essentielles sont les suivantes :

- Veille à la présentation et l'amélioration de l'image de marque de la banque ;
- Gérance et rentabilisation des fonds de commerce que constitue son agence ;
- Définition des missions à ses collaborateurs du plan d'action et les objectifs de travail à atteindre ;
- Etablissement d'un rapport d'activité de l'agence ;
- Elaboration des budgets prévisionnels de fonctionnement et d'investissement ;
- Représentation de la banque devant les partenaires et les administrations ;

b. Le service administratif : il contient les services suivants :

- **Service caisse :** ce service ne manipule pas les espèces car les opérations se font par chèque, on distingue le virement de compte, les entrées et les effets à escompter.

- **Service clientèle :** le service clientèle traite les opérations courantes suivantes :

- Ouverture de compte ;
- Paiement de chèque ;
- Certification de chèque ;
- Compensation et prélèvement ;

En général, il est chargé d'enregistrer les différentes opérations bancaires et d'examiner les réclamations et les demandes de renseignements de la clientèle.

- **Service étranger :** Ce service a pour fonction de réaliser toutes les opérations en relation avec l'étranger, et ce en conformité avec la réglementation des changes et de commerce extérieur ainsi il est chargé de la domiciliation des importations, couverture et suivi des remises et crédits documentaires, la gestion des comptes devise et opérations de change .

c. Le service crédit

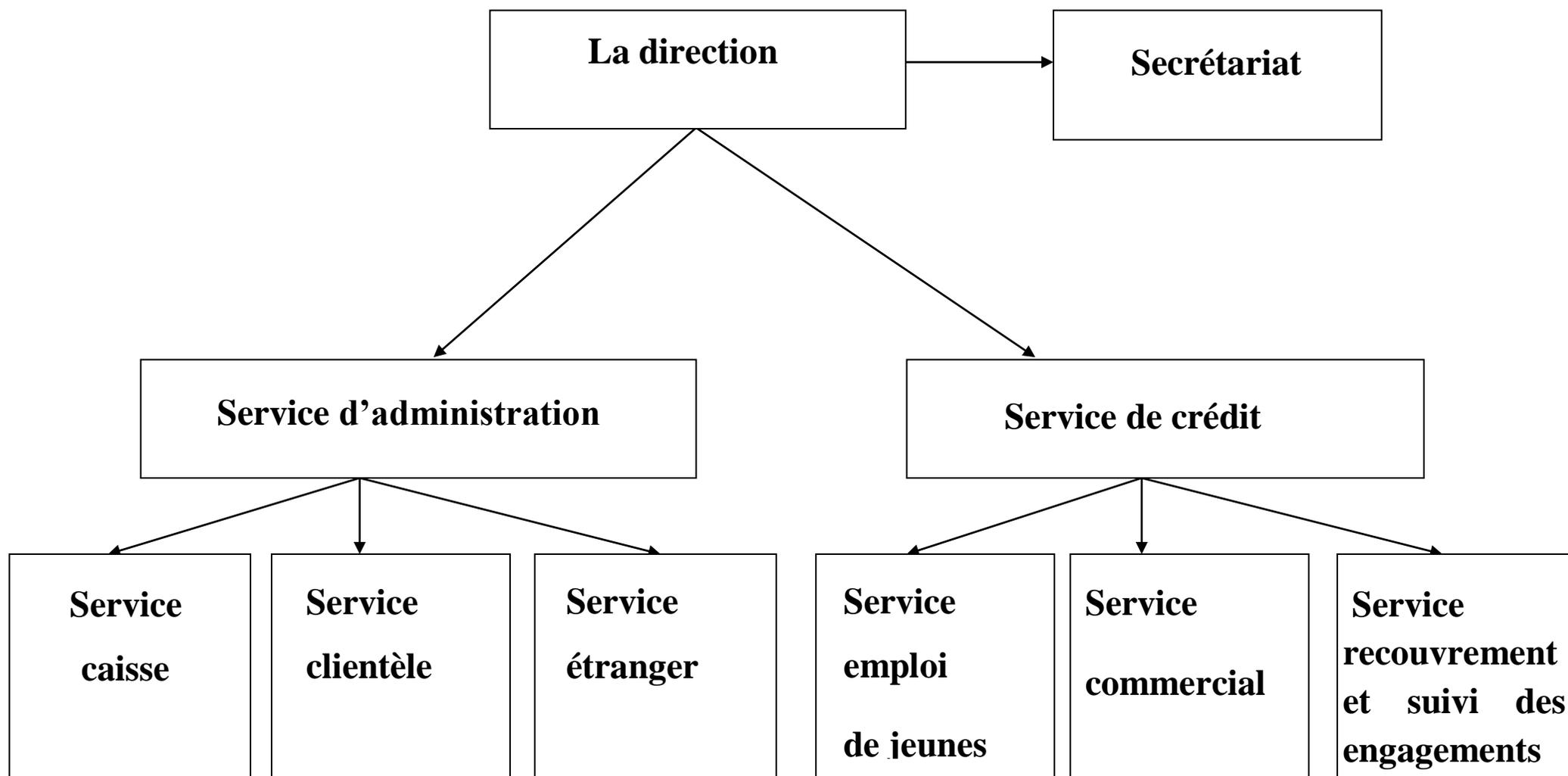
C'est un service composé de quatre membres, le directeur de l'agence, le chef de service administratif et un chargé d'étude niveau 2.

Il a une structure indépendante qui est chargé de statuer sur tout octroi de crédit dans la limite de ses pouvoirs. Ce service comprend :

- **Section emploi de jeunes** : elle est chargée de traiter et d'étudier toutes les demandes de crédit entrant dans le cadre de l'emploi de jeunes, ayant des avantages de l'agence nationale du soutien à l'emploi des jeunes.
- **Section commerciale** : elle est chargée de traiter les autres demandes de crédits.
- **Section recouvrement et suivi des engagements** : c'est le chef du service crédit qui assure son fonctionnement, elle est chargée de suivre constamment tous les crédits octroyés de leur réalisation jusqu'à leur recouvrement, en passant par le recueil des garanties, elle a également comme tâche, la confection des statistiques relatives à l'activité du service de l'établissement des états périodiques. Elle assure en outre, des oppositions sur compte et la liquidation des comptes de succession.

L'organigramme de l'agence d'accueil « BADR 357 Bejaia » est présenté dans la figure N°2.

Figure 2: L'organigramme de l'agence principale 357 de Bejaia



Source : Document interne de la BADR agence 357.

Section 02 : Analyse financière du projet

La notion de sécurité impose à la banque de sélectionner judicieusement ses débiteurs. De ce fait découle l'importance accordée à l'étude de crédit sur le plan comptable et financier pour un meilleur gage de sécurité. Dans cette section nous procéderons à un diagnostic financier pour porter un jugement sur la santé financière de la SPA X mais avant de ce faire il s'avère nécessaire de présenter l'entreprise ainsi que son projet.

1. Présentation de l'entreprise et de son projet

L'identification du demandeur de crédit et du projet constitue la première étape dans le montage d'un dossier de crédit d'investissement.

1.1. Présentation de l'entreprise

L'entreprise demandeuse de crédit est une société par action (SPA) constituée par sept (7) associés. Le siège social de la société mère se trouve aux quatre chemins dans la commune de BEJAIA. Le capital social de la société est de 30 500 000,00 DA.

Tableau N°06 : Présentation générale de la SPA X

• Nom de l'entreprise	SPA X
• Forme juridique de l'entreprise	SPA
• Année d'entrée à l'activité	13/12/2017
• Activité exercée	Production des tomates cerise
• Capital social	30 500 000 DA

Source : Tableau réalisé nos soins à partir des documents de la BADR

1.2. Présentation du projet

Le projet consiste à effectuer des installations pour la production de la tomate cerise

Tableau N°07 : Présentation générale du projet de la SPA X

• Nature	Investissement a log terme
• Objet	Production de la tomate cerise
• Coût du projet	2 508 million
• Marché ciblé	Territoire national et international

Source : Tableau réalisé nos soins à partir des documents de la BADR

2. Elaboration des instruments de l'analyse financière

L'élaboration des bilans financiers ainsi que les bilans de grandes masses est indispensable pour analyser l'équilibre financier de l'entreprise.

2.1. Elaboration des bilans financiers

Les bilans financiers sont élaborés à partir d'un passage du bilan comptable au bilan financier. Ils permettent de mettre en évidence le degré de liquidité de l'actif et le degré d'exigibilité du passif en fonction du critère de durée. Dans ce qui suit nous allons dresser trois bilans successifs des trois années 2020, 2021 et 2022 pour mieux éclaircir la situation patrimoniale de cette entreprise. Le tableau n°08 permet d'illustrer les différentes rubriques du bilan financier des 3 dernières années de la SPA X.

Tableau N°08 : Les bilans financiers des 3 dernières années d'activité de la SPA X

Actif	2020	2021	2022	Passif	2020	2021	2022
Actif immobilisé (fixe) :				Capitaux permanents :			
-Valeurs immobilisées	180 651 433	150 192 954	200 515 570,19	-Capitaux propres	306 400 025	326 343 534	412 202 082,42
				-Dette à moyen et à long terme	93 000 000	160 343 534	118 202 082,43
Total du l'actif immobilisé	180 651 433	150 192 954	200 515 570,19	Total des capitaux permanents	399 400 025	486 687 068	530 404 164,85
Actif circulant :				Passif courant ;			
-Valeur d'exploitation	100 656 876	120 973 646	156 658 090,53	-Dettes à court terme	38 914 877	40 231 790	55 316 180,84
-Valeur réalisable	100 339 050	212 973 646	142 658 090,53				
-Valeur disponible	56 667 543	42 778 612	85 888 594,44				
Total du l'actif circulant	257 663 469	376 725 904	385 204 775,5	Total passif circulant	38 914 877	40 231 790	55 316 180,84
Total actif	438 314 902	526 918 858	585 720 345,69	Total passif	438 314 902	526 918 858	585 720 345,69

Source : Tableau réalisé nos soins à partir des documents de la BADR

Commentaire

D'après le tableau N°8, nous remarquons que l'actif et le passif du bilan de l'entreprise a enregistré une augmentation continue sur la période étudiée.

- L'actif immobilisé, représenté par les valeurs immobilisées, a augmenté progressivement au fil des années. Cela peut indiquer des investissements continus dans des actifs à long terme, comme des équipements ou des propriétés.

- L'actif circulant a également montré une tendance à la hausse, principalement en raison de l'augmentation de la valeur réalisable en 2021 et de la valeur disponible en 2022. Cela pourrait indiquer une gestion efficace des ressources liquides de l'entreprise.

- Les capitaux propres ont aussi augmenté au fil des années, cela signifie que l'entreprise a généré des bénéfices ou a pu lever des fonds via des actions. Cependant, il est important de surveiller la dilution potentielle des actions en cas de levée de fonds importante.

- Les dettes à moyen et long terme ont connu également un accroissement, ce qui pourrait indiquer un recours accru à l'endettement pour financer la croissance ou d'autres besoins financiers de l'entreprise.

- Les dettes à court terme ont également connu la même tendance que celles à moyen et long terme, ce qui peut indiquer une nécessité de financement à court terme ou une augmentation des obligations à court terme de l'entreprise.

2.2. Calcul et analyse des indicateurs d'équilibre financier

L'équilibre financier est analysé à partir de trois indicateurs, à savoir le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie.

2.2.1. Le fonds de roulement net (FRN)

Nous pouvons constater à partir de la lecture des données du tableau que la valeur du fond de roulement est positive durant les trois années. Cela signifie que les ressources stables de l'entreprise couvrent les besoins à long terme de l'entreprise. En termes de valeur, le fonds de roulement a connu une augmentation par rapport à l'année 2020. Il a augmenté de 53,83% en 2021 et de 50,81 en 2022.

Tableau N°09 : Le fonds de roulement de la SPA X

Désignation	2020	2021	2022
Capitaux permanents	399 400 025	486 687 068	530 404 164,85
Actif immobilisé	180 651 433	150 192 954	200 515 570,19
FRNG	218 748 592	336 494 114	329 888 595

Source : Tableau réalisé nos soins à partir des documents de la BADR

2.2.2. Le besoin en fonds de roulement (BFR)

Une fois que l'entreprise a acquis les immobilisations, elle doit financer les besoins liés à son cycle d'exploitation. Il existe en effet un décalage temporel entre les dépenses engagées et les recettes tirées de la vente des biens ou services produits par l'entreprise. Donc le BFR résulte des décalages temporels entre les décaissements et les encaissements des flux liés à l'activité de l'entreprise.

Il représente les besoins de financement générés par le cycle d'exploitation de fait des décalages dans le temps entre les flux réels et les flux financiers correspondant.

Tableau N°10 : Le besoin en fonds de roulement de la SPA X

Désignation	2020	2021	2022
VE	100 656 876	120 973 646	156 658 090,53
VR	100 339 050	212 973 646	142 658 090,53
(DCT – TP)	38 914 877	40 231 790	55 316 180,84
BFR	162 081 049	293 715 502	244 000 000,2

Source : Tableau réalisé nos soins à partir des documents de la BADR

Commentaire

Nous remarquons que le besoin en fonds de roulement est positif pendant les 3 années, cela signifie que la valeur des stocks et les créances est plus importante que celle des dettes fournisseurs.

2.2.3. La trésorerie nette (TN)

La trésorerie est l'ajustement entre le fond de roulement net global et le besoin en fond de roulement. En d'autres termes la trésorerie peut être définie comme un indicateur qui joue un rôle fondamental dans l'entreprise, elle réalise l'équilibre financier à court terme entre FRN et BFR. On peut la définir aussi comme la différence entre les valeurs disponibles de l'actif et les dettes financières (concours bancaires).

Tableau N°11 : La trésorerie nette de la SPA X

Désignation	2020	2021	2022
FRNG	218 748 592	336 494 114	329 888 595
BFR	162 081 049	293 715 502	244 000 000,2
Trésorerie nette	56 667 543	42 778 612	85 888 594,8

Source : Tableau réalisé nos soins à partir des documents de la BADR

Commentaire

La trésorerie est positive pour les trois années, ce qui signifie que l'entreprise a dégagé un excédent de liquidité qui lui permet de rembourser ses dettes à l'échéance. On peut parler d'une autonomie financière à court terme.

3. L'analyse par les ratios financiers

Dans ce principe, le recours à la méthode des ratios traduit le souhait de déterminer des normes qui devaient permettre de juger l'état d'une entreprise grâce à la comparaison entre la valeur des ratios calculés sur ses comptes et des valeurs de référence, ces valeurs de référence peuvent correspondre à celles que les mêmes ratios présentent lorsque on les calcule sur des bases statistiques (par exemple pour l'ensembles des entreprises exerçant la même activité), ou encor aux valeurs établies à partir des comptes d'entreprise témoins (des concours exemplaires), ou enfin à des objectifs que la direction d'une unité à atteindre.

3.1. Ratios de structure

Le tableau N°12 résume les principaux ratios de structure.

Tableau N°12 : Le calcul ratios de structure

Les ratios de structure	Leurs formules	2020	2021	2022
*Ratio de Financement des immobilisations	*Capitaux propres / Actif à plus d'un an	1,6	2,17	2,05
*Ratio d'autonomie financière	*Capitaux propres / Capitaux permanant	0,7	0,67	0,77
*Ratio de Stabilité du financement	*Capitaux permanents / Total actif	0,9	0,9	0,90
*Ratio d'indépendance financière (solvabilité)	*Capitaux propres / Total des dettes	2,3	1,26	2,3

Source : Tableau réalisé nos soins à partir des documents de la BADR

Commentaire

D'après les données du tableau N°12, nous constatons que :

Le ratio de financement des immobilisations est supérieur à 1 (>1), ce qui signifie l'actif immobilisé est financé par les capitaux permanents.

Concernant le ratio d'autonomie financière, celui-ci est inférieur à 1 (<1) pendant les trois exercices, ce qui signifie les capitaux propres ne couvrent pas l'ensemble des dettes contractées auprès des établissements bancaires.

Enfin, le ratio d'indépendance financière (solvabilité) est supérieur à 1, ce qui signifie que l'entreprise a une certaine marge de sécurité en termes de remboursement de ses dettes.

3.2. Ratios de liquidité

Le tableau N°13 présente les principaux ratios de liquidité.

Tableau N°13 : Le calcul des ratios de liquidité

Les ratios de liquidité	Leurs formules	2020	2021	2022
*Ratio de financement	*capitaux permanents /actifs fixes	2,2	3,24	2,64
*Ratio de financement propre	*Capitaux propre / Actifs fixes	1,6	2,17	2,05
*Ratio de liquidité générale	*Actifs circulant / Dettes à court terme	6,6	9,36	6,96
*Ratio de financement des actifs Circulants	*fonds de roulement net global /Actifs Circulants	0,8	0,89	0,85
*Ratio de trésorerie relative	*Actifs circulants – stocks / Dettes à court terme	4	6,35	4,13
*Ratio de trésorerie immédiate	*Valeurs disponibles / Dettes à court terme	1,4	1,06	1,5

Source : Tableau réalisé nos soins à partir des documents de la BADR

Commentaire

Pour les trois années d'exercices l'entreprise X est solvable à court terme, car la plupart de ses ratios sont supérieurs à un (1), cela indique qu'elle peut transformer progressivement ses actifs circulants en liquidité pour faire face à ses engagements financiers à court terme. A titre d'exemple, le ratio de financement supérieur à 1, ce qui signifie que le fonds de roulement net

global est positif, donc l'entreprise dispose d'une marge de sécurité financière lui permettant de faire face à ses besoins nés du cycle d'exploitation. Aussi, le ratio de liquidité générale supérieur à 1, cela signifie que l'entreprise peut rembourser ces dettes à court terme au moyen de ses actifs à court terme.

3.3. Ratios de gestion

Le tableau N°14 résume les principaux ratios de liquidité calculés.

Tableau N°14 : Le calcul des ratios de gestion

Les ratios de gestion	Leurs formules	2020	2021	2022
*Ratio de délai de recouvrement des créances clients	-Clients + Effets à recouvrir + Effets escomptés et non échus *360j / Chiffre d'affaire (TTC)	94,03	9,43	25,90
*Le délai moyen de remboursement des Dettes				
-Délai moyen de règlement des Fournisseurs	-fournisseurs + Comptes rattachés *360j / Achat (TTC)	180	199,84	136,75
-Délai moyen de remboursement des dettes à long terme	-Dettes à long et moyen terme / CAF	1,32	2,06	4,15

Source : Tableau réalisé nos soins à partir des documents de la BADR

Commentaire

Les ratios de gestion sont globalement satisfaisants. A titre d'exemple, pour le ratio de délai de recouvrement des créances clients, nous remarquons que les clients de l'entreprise prennent en 2020, 94,03 jours pour régler leurs créances. En revanche, en 2021 ils ne prennent que 9,43 jours et 25,90 jours en 2022. Ce ratio a enregistré une baisse, ce qui indique généralement une efficacité accrue dans la gestion des créances.

Pour ce qui est des dettes fournisseurs, l'entreprise met 180 jours pour régler son fournisseur en 2020, en 2021, 199 jours et en 2022 elle a pris moins de jours, soit 136 jours. Toutefois, même si ce ratio est élevé, celui-ci a enregistré une baisse en 2022. L'essentiel c'est que l'entreprise doit veiller toujours à ce que le délai fournisseur soit supérieur au délai de recouvrement des créances-clients afin d'éviter des difficultés de trésorerie.

3.4. Ratios de rentabilité

Les principaux ratios de rentabilité calculés sont consignés dans le tableau N°15.

Tableau N°15 : Le calcul des ratios de rentabilité

Les ratios de rentabilité	Leurs formules	2020	2021	2022
*Ratio de rentabilité économique -L'indice de profitabilité	-Résultat net / CA (HT)	0,15	0,17	0,17
-taux de rotation des éléments d'actif Total	-CA.HT / AT	0,73	0,61	0,58
*Ratio de rentabilité financière	-RN / FP	0,22	0,16	0,2

Source : Tableau réalisé nos soins à partir des documents de la BADR

Commentaire

Durant la première année et la troisième année la rentabilité financière est supérieure à la rentabilité économique, donc l'entreprise peut continuer à s'endetter.

4. Analyse de l'activité

Généralement deux principaux instruments permettent d'analyser l'activité de l'entreprise : les soldes intermédiaires de gestion (SIG) et la capacité d'autofinancement (CAF).

4.1. Les soldes intermédiaires de gestion

L'analyse quantitative de l'activité et de la performance économique de l'entreprise amène l'analyste financier à calculer à partir du compte de résultat, des soldes intermédiaires de gestion (SIG) représentant chacun une étape dans la formation du résultat.

Tableau N°16: Evolution des SIG de la SPA X

Libellé	2020	2021	2022
• Chiffre d'affaires	322 815 058	322 394 348	342 775 042,44
• Production de l'exercice	333 930 634	327331 573	345 318 109,35
• Consommation de l'exercice	254 061 194	250 954 516	260 664 544,17
• Valeur ajoutée d'exploitation	95 869 439	100 399 057	102 653 565,18
• Excédent brute d'exploitation	75 267 350	85 633 198	88 385 646,45
• Résultat opérationnel	55 084 185	60 689 072	65 290 223,11
• Résultat financier	5 675 123	5 435 671	5 654 789
• Résultat brute de l'activité ordinaire	49 409 062	55 253 401	59 635 434,11
• Total des produits des activités ordinaires	333 930 634	327 331 573	345 318 109,35
• Total des charges des activités ordinaires	284 521 572	272 078 172	285 682 675,2
• Résultat net ordinaire	49 409 062	55 253 401	59 635 434,11
• Résultat extraordinaire	0	0	0
• Résultat net de l'exercice	49 409 062	55 253 401	59 635 434,11

Source : Tableau réalisé nos soins à partir des documents de la BADR

Commentaire

Les principaux soldes intermédiaires de gestion ont évolué de la manière suivante :

-Le chiffre d'affaires est resté relativement stable entre 2020 et 2021, avec une légère diminution de 0,13 %. Cependant, en 2022, il a augmenté de manière significative soit 6,18 %, ce qui est un signe positif indiquant une reprise ou une croissance de l'activité de l'entreprise.

-La production a légèrement diminué de 1,98 % en 2021 par rapport à 2020, mais a rebondi en 2022 avec une augmentation de 3,4 % par rapport à 2020. Cela montre une amélioration de l'activité productive de l'entreprise.

- L'EBE a augmenté significativement en 2021 (+13,77 %) et de 17,42 % en 2022 par rapport à 2020. Cette amélioration est indicative d'une meilleure rentabilité avant amortissements et provisions.

-Le résultat net de l'exercice suit la même tendance que le résultat brut de l'activité ordinaire, avec une augmentation de 11,83 % en 2021 et de 20,69 % en 2022 par rapport à 2020. Cela confirme une amélioration de la rentabilité globale de l'entreprise.

4.2. La capacité d'autofinancement

La CAF représente pour l'entreprise l'excédent de ressources internes ou le surplus monétaire potentiel dégagé l'exercice par l'ensemble de son activité et qu'elle peut destiner à son autofinancement.

Tableau N°17 : La capacité d'autofinancement de la SPA X

Désignation	2020	2021	2022
EBE	75 267 350	85 633 198	88 385 646,45
+ Transfert de charges	0	0	0
+Produits opérationnels	0	0	0
-Charges opérationnelles	0	0	0
+Produits financiers	0		0
-Charges financières	5 675 123	5 435 671	5 654 789
+Produits exceptionnels	0	0	0
-Charge exceptionnelles	0	0	0
-Charge de personnel	967 964	655 275	699 392,72
-Impôts exigibles sur résultats	1 456 654	1 897 765	2 675 012
=CAF	67 167 609	77 644 487	79 356 452,73

Source : Tableau réalisé nos soins à partir des documents de la BADR

Commentaire

La capacité d'autofinancement de la SPA X est positive durant les 3 années. Pour l'année 2011 et 2012 la CAF est positive, cela signifie que l'entreprise jouit d'une CAF satisfaisante qui lui permet de financer ses futurs investissements.

Section 03 : Etude de la rentabilité du projet

L'étude de la rentabilité du projet a pour but d'apprécier la rentabilité d'un investissement jugé viable à partir des flux de trésorerie qu'il générera durant toute sa durée de vie. Celle-ci sera axée sur les deux pôles suivants :

- Rentabilité avant financement du projet ;
- Rentabilité après financement du projet.

1. Etude de la rentabilité avant financement

L'analyse de la rentabilité du projet avant financement s'effectue en calculant un certain nombre d'indicateurs à savoir : la VAN, le délai de récupération et l'indice de profitabilité. Mais avant de ce faire, il nous semble nécessaire d'élaborer le tableau des emplois et des ressources.

1.1. Elaboration du tableau des emplois et des ressources

Le tableau des emplois et des ressources permet de récapituler l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation dans le but de faire apparaître les flux de trésorerie.

1.1.1. Présentation de la structure de financement

Les données du tableau N°18 indiquent que l'entreprise, pour qu'elle puisse financer son projet d'investissement, a sollicité un crédit bancaire qui représente 80% des capitaux engagés pour le financement du projet et le reste soit 20% a été complété par les capitaux propres de l'entreprise.

Tableau N°18 : Présentation de la structure de financement (Unité : millions de DA)

Désignation	Montant en DA	En %
Fonds propres	501,6	20%
Crédit bancaire	2 006,4	80%
Total	2 508	100%

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des données de la BADR

1.1.2. Élaboration de l'échéancier d'investissement

L'échéancier de l'amortissement se présente comme suit :

Tableau N°19 : L'échéancier d'amortissement de la SPA X (Unité : millions de DA)

Désignation	2023	2024	2025	2026	2027
Dotation aux amortissements	184	184	184	184	184

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des données de la BADR

1.1.3. Détermination du besoin en fonds de roulement

Les données du tableau n° indiquent que l'entreprise prévoit un besoin en fonds de roulement qui varie d'une année à une autre selon l'importance de son chiffre prévisionnel.

Tableau N°20 : Calcul de la variation en fonds de roulement de la SPA X (Unité : millions de DA)

Désignation	2023	2024	2025	2026	2027
BFR	153	158	163	168	173
Variation du BFR	153	5	5	5	5

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des données de la BADR

1.1.4. Détermination de la CAF avant financement

Les données du tableau N°21 montrent bien que durant toutes les années étudiées, la CAF de l'entreprise reste positive et augmente avec l'augmentation du chiffre d'affaires. Quant au résultat net, celui-ci demeure satisfaisant puisqu'il a connu une augmentation soutenue et ce par rapport à l'année 2023.

Tableau N°21 : Calcul de la CAF avant financement de la SPA X (Unité : millions de DA)

Désignation	2023	2024	2025	2026	2027
Chiffre d'affaire (1)	2 189	2 457	2 756	3068	3062
-Matières fournitures consommés (2)	84	88	93	97	97
-Services (3)	66	69	71	73	75
Valeur ajoutée =(4)	2 039	2 300	2 592	2 898	2 890
-Frais de personnel (5)	49	52	54	57	60
-Impôt et taxes (6)	0	0	0	0	0
EBE (7)	1 990	2 248	2 538	2 841	2 830
-Dotation aux amortissements (8)	184	184	184	184	184
-Frais divers (9)	0	0	0	0	0
Résultat brut de l'exercice (10)	1 806	2 064	2 354	2 657	2 646
-IBS (11)	0	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice (12)	1 806	2 064	2 354	2 657	2 646
CAF =(12) +(8)	1990	2 248	2 538	2 841	2 830

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des données de la BADR

1.1.5. Présentation du tableau emplois/ressources

Le tableau des emplois/ ressources comprend l'ensemble des éléments déjà étudiés ci-dessus qui comprennent entre autres la CAF, la valeur résiduelle, la récupération du BFR pour les encaissements ainsi que l'investissement initial (Io), la variation du BFR pour ce qui concerne les décaissements.

Tableau N° 22 : Tableau des emplois /ressources (Unité : millions de DA)

Désignation		2023	2024	2025	2026	2027
Ressources :						
-Capacité d'autofinancement		1990	2 248	2 538	2 841	2 830
-Valeur résiduelle des investissements						173
-Récupération du BFR						
Total ressources		1990	2 248	2 538	2 841	3 003
Emplois :						
-Investissement	2 508					
-Variation du BFR		153	5	5	5	5
Total emplois	2 508	153	5	5	5	5
Flux net de trésorerie	-2 508	1 837	2 243	2 533	2 836	2 998
Cash-flows actualisés 10%	-2 508	1 669,99	1 853,71	1 903,08	1 937,02	1 861,52
Cumuls cash-flows actualisés	-2 508	1 669,99	3 523,7	5 426,78	7 363,8	9 225,32

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des données de la BADR

1.2. Application des critères de rentabilité du projet d'investissement avant financement

Après avoir établi les fondements de base de l'analyse de la rentabilité, il est approprié de procéder au calculer des différents critères de rentabilité du projet.

1.2.1. Calcul de la valeur actuelle nette (VAN)

$$VAN = -I_0 + \sum_{t=1}^{t=n} \frac{CF_t}{(1+i)^t}$$

$$VAN = -2 508 + 9 225,32 = 6 717,32$$

La valeur actuelle nette (VAN) est positive, ce qui signifie que le projet est rentable et il permet de récupérer l'investissement initial.

1.2.2. Calcul de l'indice de profitabilité (IP)

$$IP = \sum FNT \text{ actualisés} / I_0$$

$$IP = 9 225,32 / 2 508 = 3,67 > 1$$

L'indice de profitabilité est supérieur à 1. De ce fait, le projet est profitable pour l'entreprise. Car pour 1 dinar investi, le projet dégagera un bénéfice égal à 3,67 DA de gain.

1.2.3. Calcul du taux de rendement interne (TRI)

Taux 1 = 80% VAN1= 67,96

Taux 2 = 85% VAN2 = -79,17

Suite à des essais successifs, on a déduit que la VAN s'annule pour un taux compris entre 80% et 85%.

Par l'application de la méthode d'interpolation linéaire, nous sommes parvenus aux résultats suivants:

$$\text{TRI} = 0.85 + (0.80 - 0.85) * \frac{79,17}{67,96 - (-79,17)}$$

$$\text{TRI} = 82,30\%$$

Le TRI est largement supérieur au taux d'actualisation donc le projet est rentable

1.2.4. Calcul du délai de récupération de l'investissement (DR)

$\text{DR} = \text{Année de cumul inférieur} + (\text{Investissement initial} - \text{Cumul inférieur} / \text{Cumul supérieur} - \text{Cumul inférieur})$

$$\text{DR} = 1 + (2\,508 - 1\,699,99 / 3\,523,7 - 1\,699,99) = 1 \text{ an, } 5 \text{ mois et } 7 \text{ jours}$$

Le délai de récupération calculé (1 an, 5 mois et 7 jours) est inférieur à la durée du projet (5ans), cela indique que le projet est rentable, puisqu'il peut générer des flux de trésorerie qui peuvent couvrir le capital investi.

2. Etude de la rentabilité après financement

L'étude de la rentabilité après financement constitue la deuxième étape de l'évaluation de l'investissement, cette étape permet de mettre en avant la rentabilité des fonds engagés dans ce dernier.

2.1. Modalité du remboursement du crédit

La modalité de remboursement est caractérisée par les éléments suivants :

-Montant : 2006,4 million
-Durée : 5 ans
-Taux : 2,50 les 2 premières années et 5,50 pour les 3 dernières années
-TVA : 19%
-Remboursement: 401,28 millions de DA

2.2. Echancier de remboursement du crédit

Le tableau N°23 nous renseigne sur l'échéancier du crédit, ainsi que l'annuité qu'il faudra payer à chaque fin d'année.

Tableau N°23: Echancier de remboursement du crédit (Unité : millions de DA)

Année	Principal	Amortissement	Intérêt	Taxes	Taux
1	2 006,4	401,28	50,6	59,69	2,50
2	1 605,12	401,28	40,12	47,75	2,50
3	1203,83	401,28	66,21	78,78	5,50
4	802,56	401,28	44,14	52,52	5,50
5	401,28	401,28	22 ,07	26,26	5,50

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des données de la BADR

2.3. Élaboration du tableau ressources et emplois après financement

Dans cette étape le tableau des emplois et des ressources prend la forme suivante :

Tableau N°24 : Emplois/Ressources après financement (Unité : millions de DA)

Désignation	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Ressources :						
-CAF		1990	2 248	2 538	2 841	2 830
-Valeur résiduel des investissements						173
-Récupération du BFR						
-Emprunt	2 006,4					
-comptes courants des associés	501,6					
Total ressources	2 508	1990	2 248	2 538	2 841	3 003
Emplois :						
-Investissement	2 508					
-Variation du BFR		153	5	5	5	5
-Remboursement du principal		401,28	401,28	401,28	401,28	401,28
-Dividendes						
-Intérêt		59,69	47,75	78,78	52,52	26,26
Total emplois	2 508	613,97	454,03	485,06	458,8	432,54
Flux net de trésorerie	0	1 376,03	1 793,97	2 052,94	2 382,4	2 570,46
Cash-flows actualisés 10%	0	1 250,93	1482,61	1 542,40	1 627,21	1 596,05
Cumuls cash-flows actualisés	0	1 250,93	2 733,54	4 275,94	5 903,15	7 499,2

Source : Tableau réalisé par nos soins à partir des données de la BADR

2.4. Application des critères de rentabilité du projet d'investissement après financement

Dans ce qui suit nous tenterons de calculer les critères de rentabilité du projet après financement.

2.4.1. Calcul de la valeur actuelle nette (VAN)

$$VAN = -2\,508 + 7\,499,2 = 4\,991,2$$

La valeur actuelle nette (VAN) de ce projet est positive, ce qui signifie que la totalité du capital investi est récupérée et qu'un surplus de 4 991,2 millions a été généré.

2.4.2. Calcul de l'indice de profitabilité (IP)

$$IP = 7\,499,2 / 2\,508 = 2,99 > 1$$

L'indice de profitabilité est égal à 2,99, cela signifie que chaque 1 DA investi rapporte à l'entreprise un gain de 2,99 DA

2.4.3. Calcul du taux de rendement interne (TRI)

$$\text{Taux } 1 = 60\% \quad VAN_1 = 162,62$$

$$\text{Taux } 2 = 65\% \quad VAN_2 = -26,51$$

Suite à des essais successifs, on a déduit que la VAN s'annule pour un taux compris entre 60% et 65%.

Par l'application de la méthode d'interpolation linéaire, nous sommes parvenant aux résultats suivants:

$$TRI = 0,65 + (0,60 - 0,65) * 26,51 / 162,62 - (-26,51)$$

$$TRI = 64,29\%$$

Le taux de rentabilité des fonds propres est supérieur à celui du projet (TRI).

2.4.4. Calcul du délai de récupération de l'investissement (DR)

$$DR = 1 + (2\,508 - 1\,250,93) / 733,54 = 1 \text{ an, } 10 \text{ mois et } 24 \text{ jours}$$

Ce projet est acceptable car la durée de récupération du capital investi, qui est de 1 an, 10 mois et 24 jours, est inférieure au délai fixé par la banque.

Conclusion

A partir de l'étude du dossier de crédit d'investissement sollicité par l'entreprise X, nous avons pu constater que celle-ci une activité stable, ce qui a été concrétisé par la réalisation du chiffre d'affaires croissant d'une année à l'autre, des marges satisfaisantes, une capacité d'autofinancement suffisamment large et une rentabilité appréciable. Par conséquent, la banque a donné un avis favorable pour financer ce projet.

Conclusion générale

Notre étude a mis en avant les éléments clés déterminant le rapport entre la banque et l'entreprise lors de la décision de crédit. Pour cela, nous avons d'abord résumé les différents types de crédits proposés par les institutions bancaires, puis présenté les méthodes d'analyse à adopter pour évaluer les demandes de crédit.

L'étude de la décision d'octroi de crédit bancaire revêt une importance particulière. À cette fin, le banquier doit sélectionner la structure de financement la plus appropriée pour sa clientèle en identifiant les besoins financiers réels de l'entreprise. Il doit donc effectuer une analyse approfondie de la viabilité et de la rentabilité du projet, en examinant avec précision tous les critères de rentabilité, afin de déterminer la solvabilité de l'investissement.

Notre stage au sein de la banque BADR de Bejaia nous a permis d'approfondir notre compréhension des mécanismes de financement bancaire. Nous avons pu observer les différentes étapes du processus d'évaluation du projet d'investissement, depuis l'analyse initiale des demandes de crédit jusqu'à la décision finale d'octroi de financement.

Pour illustrer notre analyse, nous avons examiné un exemple concret portant sur l'évaluation de la viabilité d'une entreprise spécialisée dans la production de tomates cerise en analysant les états financiers de cette entreprise sur trois années consécutives (2020, 2021, et 2022), et étudier sa rentabilité avant et après financement.

L'analyse faite par le banquier a révélé que l'entreprise demandeuse de crédit est solvable, capable de rembourser l'intégralité de ses dettes à l'échéance, ce qui renforce sa stabilité financière.

Au final, on peut conclure qu'il est essentiel pour les banques d'avoir des techniques et stratégies qui leur permettent d'évaluer la rentabilité d'une entreprise lors du financement pour éviter ou minimiser les risques.

Références Bibliographiques

Ouvrages

- BARRAUJ, & DELAYA, J. (1991). Gestion financière. Paris: Dunod.
- BERNET-ROLLAND, L. (1999). Principe de technique bancaire. Paris: Dunod.
- BOUGHABA, A. (2005). Analyse et évolution de projet. Alger: Berti.
- BOUYACOUB, F. (2000). L'entreprise et le financement bancaire. Alger: Casbah.
- CHICHA, K. (2012). Finance d'entreprise. Alger: Houma.
- CONSO, P., & HEMICI, F. (2002). Gestion financière de l'entreprise. Paris: Dunod.
- DE COUSSERGUES, S., BOURDEAUX, G., & GABTENI, H. (2017). Gestion de la banque. Paris: Dunod.
- DE SERVING, A., & ZELENKO, I. (2003). Le risque du crédit. Paris: Dunod.
- DUTAILLIS, P. Le risque du crédit bancaire. Paris: Dunod.
- GARSUAULT, P. (1997). La banque: fonctionnement et stratégie. Paris: Economica.
- GAUCHON, P. (1994). Vocabulaire d'actualité économique. Paris: Ellipse.
- GINGLINGER. M. (2005). Les décisions d'investissement. Paris: Nathan.
- HAMDI, K. (2000). Analyse des projets et leur financement. Alger: Es-Salem.
- HAMDI, K. (2000). Analyse des projets et leur financement. Alger: Es-Salem.
- HOUDAYER, R. (1999). Evaluation financière des projets : ingénierie de projet et décision d'investissement. Paris: Economica.
- KHAROUBI, C., & THOMAS, P. (2013). Analyse du risque de crédit. Paris.
- LAZARY, K. (2007). Evaluation et financement de projet. Alger: Dar El Outhmania:
- LOZATO, M., & Pascal, N. (2015). Gestion des investissements et de l'information financière. 10ème édition. Paris: Dunod.
- MELYON, G. (2007). Gestion financière. 4ème édition. Paris: Breal.
- MIKDASHI, Z. (1998). Les banques à l'ère de la mondialisation. Paris: Economica.
- RAVILY, H., & SERRET, V. (2009). Principe d'analyse financière. Paris : Hachette.
- RECROIX, P. (2021). Les carrés DCG Finance d'entreprise. Paris: Sepec Numérique.

Mémoires

- ADOUANE, A., & TAFOUKT, H. (2022). Le financement bancaire d'un projet d'investissement. Cas Société générale Algérie. *Mémoire de Master en Sciences financières et comptabilité, option Comptabilité et Audit*. Université de Bejaia.
- AIT TALB, Y., & OUSSAAD, M. (2018). Evaluation financière d'un projet d'investissement: Cas BADR TIZI-OUZOU. *Mémoire de Master en Sciences Economiques, option Economie Monétaire et Bancaire*. Université de TIZI-OUZOU
- CHERFA, K. T. (2023). Etude et analyse d'un dossier de crédit bancaire a l'aide des outils d'analyse financière. *Mémoire de Master en Sciences financières et comptabilité, option Comptabilité, Contrôle et Audit*. Université de Bejaia.
- DJAIL, S., & SAIDJ, S. (2023). Financement d'un crédit d'investissement par la banque (Etude de cas : la BADR de Souk El Tenine). *Mémoire de Master en Sciences financières et comptabilité, option Finance d'entreprise*. Université de Bejaia.
- KARA, H., & DEHOUCHE, S. (2020). Analyse financière au sein de l'entreprise. *Mémoire de Master en Sciences financières et comptabilité, option Finance d'entreprise*. Université de Bejaia.
- MALENGUE PEMBE, R. A. (2023). Crédit d'investissement : Présentation et analyse-cas du CPA Bejaia-. *Mémoire de Master en Sciences financières et comptabilité, option Finance d'entreprise*. Université de Bejaia.
- NAOURI, N., & SEDIKI, H. (2015). Choix des d'investissements et conditions d'actroi de credit d'investissement, cas de la banque CPA. *Mémoire de Master en Sciences commerciales, option Finance*. Université de TIZI-OUZOU.

Autres documents

- Document interne de la BADR Banque

Annexe

Table des matières

Dédicaces	
Remerciement	
Liste des abréviations	
Liste des tableaux et figures	
Sommaire	
Introduction Générale.....	1
Chapitre 01 : Généralité sur les banques, les credits, et les investissements.....	3
Introduction.....	3
Section 01 : Aspects généraux sur les banques.....	3
1. Définition de la banque.....	3
1.1. Définition économique.....	3
1.2. Définition juridique.....	4
2. Le rôle de la banque	4
3 .Typologie des banques.....	5
3.1. La banque centrale	5
3.2. Les banques islamiques.....	5
3.3. La banque universelle	6
3.4. Les banques commerciales	6
3.5. Les banques d'affaire	6
3.6. Les banques d'investissement.....	7
4. Les fonctions de la banque.....	7
4.1. Intermédiation financière	7
4.2. Services de dépôt et de garde.....	7
4.3. Création monétaire	8
4.4. Gestion moyens des paiements	8

4.5. Services financiers et conseils	8
4.6. Soutien à l'économie.....	8
Section 02 : Aspects généraux sur les crédits	8
1. Définition du crédit.....	9
2. Le rôle du crédit	9
3. Les caractéristiques du crédit	9
3.1. La confiance	9
3.2. La durée.....	9
3.3. La rémunération.....	10
4. Risques et garanties liées au financement de l'investissement.....	10
4.1. Les risques liés au financement de l'investissement	10
4.1.1. Le risque de non remboursement.....	10
4.2. Les garanties liées au financement de l'investissement.....	12
4.2.1. Les suretés réelles	12
4.2.2. Les suretés personnelles	12
4.2.3. Les assurances	13
5. Typologie du crédit.....	13
5.1. Les crédits à court terme	13
5.2. Les crédits d'investissements	13
Section 03 : Aspects généraux sur l'investissement.....	15
1. Définition de l'investissement.....	15
1.1. Définition économique.....	15
1.2. Définition comptable	15
1.3. Définition financière	15
1.4. Définition gestionnaire.....	16
2. Définition d'un projet d'investissement	16
3. Typologie des investissements	16

3.1. Classification par objectif	16
3.1.1. Investissements de renouvellement.....	16
3.1.2. Investissements de capacité	16
3.1.3. Investissements de productivité	17
3.1.4. Investissement d'innovation	17
3.2. Classification selon la forme	17
3.2.1. Investissement corporels.....	17
3.2.2. Investissement incorporels ou immatériels.....	17
3.2.3. Investissement financiers.....	17
3.3. Classification selon la nature de leurs relations	17
3.3.1. Les investissements indépendants.....	17
3.3.2. Les investissements dépendants.....	18
3.3.3. Les investissements mutuellement exclusifs	18
3.4. Classification selon la durée.....	18
3.4.1 Les investissements à court terme.....	18
3.4.2. Les investissements à moyen terme	18
3.4.3. Les investissements à long terme.....	18
4. Caractéristique des investissements	18
4.1. Les dépenses initiales	19
4.1.1. Coût d'investissement	19
4.1.2. Frais accessoires.....	19
4.1.3. Augmentation du besoin de financement de l'exploitation	19
4.2. La durée de vie	19
4.3. Les recettes nettes (cash-flows nets).....	20
4.4. La valeur résiduelle	20
Conclusion.....	20
Chapitre 02 : Analyse et montage d'un dossier de crédits d'investissement	21

Introduction.....	21
Section 01 : Diagnostic d'un projet d'investissement	21
1. Les documents constitutifs d'un dossier de crédit d'investissement	21
1.1. Les documents administratifs et juridiques.....	21
1.2. Documents comptables et fiscaux	22
1.3. Documents économiques et financiers	22
1.4. Divers	22
2. L'analyse de l'étude technico-économique.....	23
2.1. L'analyse du marché	23
2.2. L'analyse commerciale	23
2.3. L'analyse technique	23
2.4. L'analyse des coûts.....	24
Section 02 : Analyse financière du projet.....	24
1. Notions générales sur l'analyse financière	24
1.1. Définition de l'analyse financière.....	24
1.2. Les objectifs de l'analyse financière.....	25
1.2.1. Analyse financière de la liquidité	25
1.2.2. Analyse financière de l'équilibre financier	25
1.2.3. Analyse financière globale	25
1.2.4. Analyse financière et stratégie	25
1.3 Les étapes de l'analyse financière	26
1.4. Les sources d'information de l'analyse financière	26
1.4.1. Les sources internes.....	26
1.4.2. Les sources externes.....	26
2. Analyse par les indicateurs financiers	28
2.1. Le fonds de roulement net global (FRNG)	28
2.2. Le besoin de fonds de roulement (BFR).....	28

2.2.1. Le besoins de fonds de roulement d'exploitation (BFRE)	29
2.2.2. Le besoins de fonds de roulement hors exploitation (BFRHE)	29
2.2.3. Le besoin de fonds de roulement global (BFRG)	29
2.3 La trésorerie	30
3. Analyse par la méthode des ratios.....	30
3.1. Définition d'un ratio.....	30
3.1.1. Ratios de structure.....	31
3.1.2. Ratios de liquidité	32
3.1.3. Ratio de gestion.....	33
3.1.4. Ratios de rentabilité.....	35
4. Analyse par le tableau de compte de résultat.....	36
4.1. Définition des soldes intermédiaires de gestion	36
4.1.1. La marge commerciale	36
4.1.2. Production de l'exercice	37
4.1.3. La valeur ajoutée	37
4.1.4. L'excédent brut d'exploitation.....	37
4.1.5. Le résultat d'exploitation.....	37
4.1.6. Le résultat courant avant impôt	38
4.1.7. Le résultat exceptionnel.....	38
4.1.8. Le résultat net de l'exercice	38
4.2. La capacité d'autofinancement (CAF).....	38
Section 03 : Etude de la rentabilité du projet.....	40
1. Etude avant financement.....	40
1.1. L'élaboration du tableau des emplois et des ressources	40
1.1.1. L'élaboration du l'échéancier d'investissement.....	40
1.1.2. L'échéancier d'amortissement	41
1.1.3. Détermination de la valeur résiduelle d'investissement (VRI).....	41

1.1.4. Détermination du besoin en fonds de roulement	42
1.1.5. Le compte de résultat	42
1.1.6 Le taux d'actualisation	43
1.2. Les critères de la rentabilité des investissements.....	43
1.2.1. Le critère de la Valeur Actuelle Nette (VAN)	43
1.2.2. L'indice de profitabilité (IP)	44
1.2.3. Le taux de rendement interne (TRI)	44
1.2.4. Le délai de récupération du capital investi actualisé (DRA).....	44
2. Etude de la rentabilité après financement	45
2.1. Elaboration du tableau Emplois/Ressources après financement.....	45
2.2. Les critères de la rentabilité.....	46
Conclusion.....	46
Chapitre 03 : Etude d'un dossier de crédit d'investissement au sein de la BADR (agence 357de Bejaia)	47
Introduction.....	47
Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil la BADR	47
1. Historique de la BADR	47
2. Les missions et les objectifs de la BADR	49
2.1. Ses missions	49
2.2. Ses objectifs	49
3. Les crédits spécifiques à la BADR	50
3.1. Crédit « ETTAHADI FEDRATIF »	50
3.2. Crédit « R'FIG FEDERATIF »	50
3.3 Crédit de soutien à l'emploi des jeunes promoteurs	50
3.4. Crédit ANGEM	50
3.5. Crédit CNAC.....	50
4. Les activités financées par la BADR	51

4.1. Domaine de l'agriculture.....	51
4.2. Domaine de l'élevage.....	51
4.3. Domaine de sylviculture et exploitation forestière	51
5. Présentation de l'agence principale 357 du groupe régional d'exploitation Bejaia .	51
5.1. L'organisation de l'agence BADR 357	51
Section 02 : Analyse financière du projet	55
1. Présentation de l'entreprise et de son projet.....	55
1.1. Présentation de l'entreprise	55
1.2. Présentation du projet.....	55
2. Elaboration des instruments de l'analyse financière.....	56
2.1. Elaboration des bilans financiers	56
2.2. Calcul et analyse des indicateurs d'équilibre financier	57
2.2.1. Le fonds de roulement net (FRN)	57
2.2.2. Le besoin en fonds de roulement (BFR).....	58
2.2.3. La trésorerie nette (TN)	58
3. L'analyse par les ratios financiers	59
3.1. Ratios de structure.....	59
3.2. Ratios de liquidité	60
3.3. Ratios de gestion.....	61
3.4. Ratios de rentabilité	62
4. Analyse de l'activité	62
4.1. Les soldes intermédiaires de gestion.....	62
4.2. La capacité d'autofinancement	64
Section 03 : Etude de la rentabilité du projet	64
1. Etude de la rentabilité avant financement	64
1.1. Elaboration du tableau des emplois et des ressources.....	65
1.1.1. Présentation de la structure de financement.....	65

1.1.2. Élaboration de l'échéancier d'investissement	65
1.1.3. Détermination du besoin en fonds de roulement.....	65
1.1.4. Détermination de la CAF avant financement.....	66
1.1.5. Présentation du tableau emplois/ressources.....	66
1.2. Application des critères de rentabilité du projet d'investissement avant financement	67
1.2.1. Calcul de la valeur actuelle nette (VAN).....	67
1.2.2. Calcul de l'indice de profitabilité (IP).....	67
1.2.3. Calcul du taux de rendement interne (TRI)	68
1.2.4. Calcul du délai de récupération de l'investissement (DR).....	68
2. Etude de la rentabilité après financement	68
2.1. Modalité du remboursement du crédit	68
2.2. Echéancier de remboursement du crédit	69
2.3. Élaboration du tableau ressources et emplois après financement.....	69
2.4. Application des critères de rentabilité du projet d'investissement après financement	70
2.4.1. Calcul de la valeur actuelle nette (VAN).....	70
2.4.2. Calcul de l'indice de profitabilité (IP).....	70
2.4.3. Calcul du taux de rendement interne (TRI)	70
2.4.4. Calcul du délai de récupération de l'investissement (DR).....	70
Conclusion.....	71
Conclusion Générale	72
Référence Bibliographie.....	73
Annexe	
Table des matières	
Résumé	

Résumé :

Notre mémoire traite le financement bancaire des investissements en examinant le rôle de la banque dans l'économie et la démarche qu'elle suit pour analyser et étudier la viabilité et la rentabilité d'un projet d'investissement. Au cours de notre stage pratique au niveau de la BADR (agence 357 de Bejaia), nous avons pu comprendre qu'après avoir déposé la demande par le client, le banquier se charge de l'analyse du dossier en se référant aux documents fournis par l'emprunteur. Le chargé d'étude procède tout d'abord au retraitement des bilans prévisionnels d'où il détermine les indicateurs de l'équilibre financier, ensuite il procède à l'analyse des résultats. Enfin, il entame une étude à travers laquelle, il analyse les différents critères de la rentabilité.

Mots clés : Crédit d'investissement, rentabilité, viabilité, BADR Banque (agence 357.).

Summary:

Our dissertation deals with bank investment financing, examining the bank's role in the economy the bank's role in the economy and the approach it takes to analyzing and the viability and profitability of an investment project. During our practical practical training at BADR (Bejaia branch 357), we were able to understand that, after submitted by the customer, the banker analyzes the file with reference to the documents documents provided by the borrower. First of all, the loan officer proceeds to reprocess the projected balance sheets to determine the indicators of financial equilibrium, He then analyzes the results. Finally, he initiates a study through which he of profitability.

Key words: Investment credit, profitability, viability, BADR Banque (agency 357.).